cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2023

Faits saillants financiers

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 mai *(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)*	**2023** **$**	2022 $	Variation %	Variation selon un taux de change constant[1][2] %	**2023** **$**	2022 $	Variation %	Variation selon un taux de change constant[1][2] %
Opérations								
Produits	**741 785**	728 118	1,9	(1,3)	**2 240 731**	2 175 208	3,0	(0,3)
BAIIA ajusté[2]	**351 328**	347 614	1,1	(1,8)	**1 069 766**	1 045 988	2,3	(0,7)
Marge du BAIIA ajusté[2]	**47,4 %**	47,7 %			**47,7 %**	48,1 %		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais[3]	**11 368**	2 263	—		**20 997**	22 349	(6,0)	
Bénéfice de la période	**101 538**	105 406	(3,7)		**326 175**	341 927	(4,6)	
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**95 892**	100 250	(4,3)		**305 774**	318 362	(4,0)	
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société[2]	**103 826**	101 717	2,1		**320 785**	331 741	(3,3)	
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**284 377**	353 001	(19,4)		**681 579**	921 145	(26,0)	
Flux de trésorerie disponibles[2]	**104 422**	104 795	(0,4)	—	**327 489**	389 906	(16,0)	(15,4)
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**136 253**	143 454	(5,0)	(5,4)	**467 396**	485 563	(3,7)	(4,4)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**189 656**	197 345	(3,9)		**597 260**	501 066	19,2	
Dépenses d'investissement nettes[2]	**169 793**	182 181	(6,8)	(10,5)	**522 889**	465 404	12,4	7,3
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**137 962**	143 522	(3,9)	(7,9)	**382 982**	369 747	3,6	(1,2)
Intensité du capital[2]	**22,9 %**	25,0 %			**23,3 %**	21,4 %		
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**18,6 %**	19,7 %			**17,1 %**	17,0 %		
Données par action[4]								
Bénéfice par action								
De base	**2,17**	2,17	—		**6,83**	6,87	(0,6)	
Dilué	**2,16**	2,16	—		**6,80**	6,81	(0,1)	
Dilué ajusté[2]	**2,34**	2,19	6,8		**7,13**	7,10	0,4	
Dividendes	**0,776**	0,705	10,1		**2,328**	2,115	10,1	

(1) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2022, les taux de change moyens utilisés aux fins de la conversion étaient de 1,2713 $ CA pour 1 $ US et de 1,2660 $ CA pour 1 $ US, respectivement.

(2) Le BAIIA ajusté et les dépenses d'investissement nettes sont des mesures représentant un total des secteurs. La marge du BAIIA ajusté et l'intensité du capital sont des mesures financières supplémentaires. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, les flux de trésorerie disponibles, les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, et les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS. La variation selon un taux de change constant, l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, et le bénéfice dilué par action ajusté sont des ratios non conformes aux normes IFRS. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, et pour un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du rapport de gestion.

(3) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2023, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais étaient principalement attribuables à l'intégration toujours en cours des acquisitions antérieures, à un ajustement rétroactif de 3,3 millions $ comptabilisé au troisième trimestre de l'exercice 2023, ainsi qu'à un ajustement de 5,1 millions $ comptabilisé au deuxième trimestre, ces deux ajustements étant liés aux conclusions préliminaires de la Commission du droit d'auteur portant sur les tarifs de retransmission pour la période entre 2016 et 2018, ce qui a une incidence sur ces exercices et sur les coûts estimés pour les exercices suivants. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2022, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais découlaient surtout des frais engagés relativement à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, conclue le 1er septembre 2021, et à leur intégration.

(4) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

(en milliers de dollars canadiens)	Au 31 mai 2023 $	Au 31 août 2022 $
Situation financière		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**364 857**	370 899
Total de l'actif	**9 776 770**	9 278 509
Dette à long terme		
Tranche courante	**41 489**	339 096
Tranche non courante	**5 038 941**	4 334 373
Endettement net[1]	**4 835 682**	4 489 330
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	**2 905 974**	2 751 080

(1) L'endettement net est une mesure de gestion du capital. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du rapport de gestion.

Table des matières

Rapport de gestion 5

1 Énoncés de nature prospective 6

2 Aperçu de l'entreprise 7

3 Résultats d'exploitation et financiers consolidés 9

4 Résultats d'exploitation et financiers sectoriels 15

5 Transactions entre parties liées 20

6 Analyse des flux de trésorerie 21

7 Situation financière 28

8 Ressources en capital et liquidités 29

9 Pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) 33

10 Contrôles et procédures 34

11 Incertitudes et principaux facteurs de risque 34

12 Développements en matière de méthodes comptables 35

13 Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières 35

14 Renseignements financiers trimestriels supplémentaires 45

États financiers consolidés intermédiaires résumés 46

États consolidés intermédiaires du résultat net 47

États consolidés intermédiaires du résultat global 48

États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres 49

États consolidés intermédiaires de la situation financière 50

Tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie 51

Notes annexes 52

Statistiques sur les unités de service primaire 73

cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT DE GESTION

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2023

1. Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, à la répartition du prix d'achat, aux taux d'imposition, au coût moyen pondéré du capital, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique « Objectifs et stratégies de la Société » du rapport de gestion annuel 2022 et du présent rapport de gestion de la Société, ainsi qu'à la rubrique « Projections financières pour l'exercice 2023 » du rapport de gestion annuel 2022 de la Société et à la rubrique « Projections financières révisées pour l'exercice 2023 » du rapport de gestion du premier trimestre de l'exercice 2023 pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence (y compris les écosystèmes concurrentiels changeants et les stratégies concurrentielles perturbatrices adoptées par nos concurrents), au commerce, à la réglementation, à la technologie (y compris le risque lié à la cybersécurité), aux finances (y compris les variations des taux de change et des taux d'intérêt), à la conjoncture économique (y compris l'inflation qui exerce des pressions sur les produits, la baisse des dépenses des consommateurs et l'augmentation des coûts), aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau (y compris la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes qui pourraient perturber nos activités), sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété, aux litiges et à la santé et sécurité publiques, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2022 et du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes annexes de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2023 préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS ») et avec le rapport annuel de 2022 de la Société.

Dans le cadre de la préparation de ce rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 13 juillet 2023, soit la date du présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle de 2022, sont disponibles sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

2. Aperçu de l'entreprise

Cogeco Communications est une société de télécommunications. Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise, prend des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et évalue leur performance.

2.1 Objectifs et stratégies de la Société

Stratégie pour une croissance soutenue

Notre stratégie et nos activités de création de valeur visent à assurer notre succès dans un marché en évolution rempli d'occasions en grande partie alimentées par la numérisation de notre société. Nous cherchons à réaliser une croissance interne de nos activités ainsi que des acquisitions intéressantes et à assurer une innovation constante, tout en versant du capital à nos actionnaires et en maintenant un levier financier prudent. Il demeure essentiel pour notre stratégie de croissance, qui est soutenue par de solides pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), de tirer parti de notre plateforme nord-américaine de services à large bande unique, de réseaux fiables et résilients, de produits et services novateurs, de relations avec les communautés locales et d'un état d'esprit centré sur le client.

Notre stratégie est axée sur cinq vecteurs de croissance stratégiques :



Poursuivre l'expansion du réseau afin d'étendre notre zone de couverture et de réduire le fossé numérique en tirant parti des programmes gouvernementaux



Favoriser l'évolution de notre réseau filaire afin de répondre à la demande croissante au moyen d'une approche technologique souple et équilibrée



Développer de nouveaux segments de clientèle grâce à une approche multimarque afin de servir de nouveaux groupes démographiques et d'accroître nos activités



Lancer des services mobiles au moyen d'un modèle efficient en capital afin d'améliorer notre offre en fonction de l'évolution des besoins des clients et de l'intérêt accru pour les services groupés



Réaliser des acquisitions rentables et complémentaires afin d'étendre notre zone de couverture et d'élargir nos capacités et notre offre de services

En nous appuyant sur une stratégie différenciée relative aux gens et sur un recours accru à la numérisation, nous continuons de consolider nos activités principales grâce à des efficacités opérationnelles et à l'amélioration de nos offres de produits et services dans le but de fournir une expérience client unique, tout en renforçant nos marques et nos pratiques de marketing.

En ce qui a trait à l'avenir, nous avons aussi l'intention d'explorer des occasions à plus long terme en affectant jusqu'à 100 millions $ en capital à de nouvelles perspectives de croissance. Ces fonds devraient être investis à titre exploratoire sur une période de cinq ans dans le but de générer des rendements attrayants à long terme. Ces occasions pourraient inclure de nouvelles technologies prometteuses capables de favoriser ou d'accélérer notre développement, de nouveaux produits susceptibles d'intéresser nos clients ou de nouvelles régions offrant des perspectives encourageantes pour une croissance rentable de la clientèle dans l'avenir. L'objectif est de créer de nouvelles occasions de croissance dans un environnement en évolution rapide en tirant parti de notre expérience en matière d'innovation et d'exploitation, tout en réduisant au minimum le risque d'investissement au moyen d'investissements d'une ampleur limitée.

Pour des détails au sujet des grands points du plan stratégique pour l'exercice 2023 de la Société, se reporter à la rubrique « Objectifs et stratégies de la Société » du rapport de gestion annuel 2022 de la Société, disponible à l'adresse www.sedar.com et sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

2.2 Développements de l'entreprise

Mise à jour sur le plan de Cogeco Communications visant à offrir des services mobiles au Canada

En mai 2023, le CRTC a publié l'Ordonnance de télécom CRTC 2023-133, qui a établi les modalités définitives des tarifs d'accès de gros pour les exploitants de réseaux mobiles virtuels (« ERMV »). De plus, le CRTC a ordonné aux entreprises titulaires de rendre le service opérationnel et prêt d'ici le 8 juin 2023, et a indiqué qu'il s'attend à ce que les parties aient conclu les ententes d'accès relatives aux ERVM d'ici le 7 août 2023. La Société a entamé des négociations relatives à l'accès pour les ERMV. L'obtention de tarifs de gros raisonnables pour l'accès aux réseaux sans fil existants sera essentielle à la viabilité et au succès de cette entreprise.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023, Cogeco Connexion a acquis des licences de spectre dans les bandes de 2 500 MHz et de 3 500 MHz au Québec, auprès d'un autre titulaire de licences, pour un prix d'achat total de 60 millions $.

Expansion du réseau Internet haute vitesse au Canada et aux États-Unis

Dans le cadre de son plan visant à étendre la couverture de ses services Internet haute vitesse dans des régions mal desservies ou non desservies[1], la Société a poursuivi ses projets d'expansion du réseau Internet de fibre jusqu'au domicile au Canada et aux États-Unis, dont une partie est réalisée en collaboration avec les gouvernements. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023, la Société a ajouté près de 101 000 foyers câblés, en plus des 70 000 foyers câblés ajoutés au cours de l'exercice 2022.

Acquisition des activités de télécommunications d'oxio

Le 21 février 2023, Cogeco Connexion a annoncé l'acquisition des activités de télécommunications d'oxio, qui dessert des clients au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest. Le 3 mars 2023, la transaction a été conclue pour un prix d'achat de 100 millions $, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. Avec cette acquisition, Cogeco Connexion peut maintenant compter sur une deuxième marque pour répondre aux besoins en télécommunications des Canadiens et Canadiennes.

2.3 Contexte opérationnel

La Société exerce ses activités dans un secteur qui fournit des services importants à des clients résidentiels et commerciaux et qui est reconnu pour sa résilience au fil des cycles économiques. Toutefois, étant donné que la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt continue d'avoir une incidence sur l'économie mondiale et que la concurrence s'intensifie, principalement aux États-Unis, la Société s'attend à des pressions continues sur ses produits et ses coûts d'exploitation, auxquelles elle répond en partie grâce à des mesures proactives de réduction des coûts.

Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures. Se reporter à la rubrique « Énoncés de nature prospective ».

2.4 Indicateurs de rendement clés

La Société mesure sa performance financière à l'égard de ses objectifs d'entreprise en surveillant les produits, le BAIIA ajusté[2], les dépenses d'investissement nettes[2], l'intensité du capital[2] et les flux de trésorerie disponibles[2] sur la base d'un taux de change constant[2]. La Société évalue également les dépenses d'investissement nettes, l'intensité du capital et les flux de trésorerie disponibles en excluant les projets d'expansion du réseau[2], car ces indicateurs fournissent une base commune pour comparer les dépenses d'investissement nettes aux dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau et pour évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les dépenses d'investissement nettes, l'intensité du capital et les flux de trésorerie disponibles.

---

(1) Les régions qui n'ont pas accès aux services Internet haute vitesse selon les critères établis par les gouvernements, qui portent notamment sur les vitesses Internet offertes dans ces régions.

(2) Le BAIIA ajusté et les dépenses d'investissement nettes sont des mesures représentant un total des secteurs. L'intensité du capital est une mesure financière supplémentaire. Les données présentées « sur la base d'un taux de change constant », les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS. La variation selon un taux de change constant et l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des ratios non conformes aux normes IFRS. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

Aperçu

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les résultats financiers de Cogeco Communications ont été conformes aux attentes. Alors que le secteur des télécommunications aux États-Unis a continué de faire face à des difficultés découlant du contexte macroéconomique et de l'environnement concurrentiel à l'échelle nationale, le secteur des télécommunications au Canada a une fois de plus affiché de bons résultats au cours du trimestre, notamment grâce à une croissance interne continue de sa clientèle du service Internet, appuyée par l'acquisition d'oxio en mars.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023, la diminution des produits sur la base d'un taux de change constant par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à la croissance des produits dans le secteur des télécommunications au Canada, qui a été plus que contrebalancée par un recul dans le secteur des télécommunications aux États-Unis découlant de la diminution de la clientèle en Ohio au cours du dernier exercice. La diminution du BAIIA ajusté sur la base d'un taux de change constant par rapport à l'exercice précédent est également attribuable au fait que la croissance du BAIIA ajusté dans le secteur des télécommunications au Canada, principalement attribuable à la croissance des produits, a été contrebalancée par une baisse, prévue, dans le secteur des télécommunications aux États-Unis découlant de la diminution des produits.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023, les secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis ont poursuivi leurs activités d'expansion du réseau, permettant de brancher plus de foyers et d'entreprises à leurs réseaux de fibre jusqu'au domicile. La Société a ajouté près de 101 000 foyers câblés, soit une hausse d'environ 2,7 % du nombre total de foyers câblés couverts par ses réseaux. L'accélération des activités d'expansion du réseau, notamment l'expansion presque achevée du réseau Internet haute vitesse au Québec, a donné lieu à une augmentation des dépenses d'investissement nettes et à un ratio d'intensité du capital plus élevé que la normale, tout en réduisant, comme prévu, les flux de trésorerie disponibles. Ces projets d'expansion du réseau de fibre jusqu'au domicile augmentent la zone de couverture de la Société dans les provinces du Québec et de l'Ontario ainsi que dans plusieurs régions adjacentes au réseau de Breezeline aux États-Unis.

Alors que Cogeco Communications entre dans son quatrième trimestre, nous prévoyons une croissance des produits et une continuation des initiatives d'optimisation des coûts. Par conséquent, Cogeco Communications maintient ses projections financières pour l'exercice 2023, telles qu'elles ont été publiées le 12 janvier 2023.

Pour plus de détails sur les résultats d'exploitation de la Société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, se reporter aux rubriques « Résultats d'exploitation et financiers consolidés », « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels » et « Analyse des flux de trésorerie ».

3. Résultats d'exploitation et financiers consolidés

3.1 Résultats d'exploitation

					Trimestres clos les 31 mai	
					Variation	
	2023[1]	Incidence du taux de change	**Données de 2023 selon un taux de change constant[2]**	2022	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**741 785**	(23 039)	**718 746**	728 118	**1,9**	**(1,3)**
Charges d'exploitation	**386 373**	(13 134)	**373 239**	374 930	**3,1**	**(0,5)**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**4 084**	—	**4 084**	5 574	**(26,7)**	**(26,7)**
BAIIA ajusté	**351 328**	(9 905)	**341 423**	347 614	**1,1**	**(1,8)**
Marge du BAIIA ajusté	**47,4 %**			47,7 %		

(1) Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3562 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du troisième trimestre de l'exercice 2023 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, qui était de 1,2713 $ CA pour 1 $ US.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				Variation	
	2023[1]	Incidence du taux de change	**Données de 2023 selon un taux de change constant[2]**	2022	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**2 240 731**	(71 231)	**2 169 500**	2 175 208	**3,0**	**(0,3)**
Charges d'exploitation	**1 156 081**	(40 429)	**1 115 652**	1 112 495	**3,9**	**0,3**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**14 884**	—	**14 884**	16 725	**(11,0)**	**(11,0)**
BAIIA ajusté	**1 069 766**	(30 802)	**1 038 964**	1 045 988	**2,3**	**(0,7)**
Marge du BAIIA ajusté	**47,7 %**			48,1 %		

(1) Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3513 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données des neuf premiers mois de l'exercice 2023 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, qui était de 1,2660 $ CA pour 1 $ US.

Produits

	Trimestres clos les 31 mai				
	2023	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change[1]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**373 743**	362 072	3,2	3,2	—
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**368 042**	366 046	0,5	(5,7)	(23 039)
	741 785	728 118	1,9	(1,3)	(23 039)

(1) L'incidence du taux de change est une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, y compris des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2023	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change[1]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**1 114 161**	1 079 442	3,2	3,2	—
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**1 126 570**	1 095 766	2,8	(3,7)	(71 231)
	2 240 731	2 175 208	3,0	(0,3)	(71 231)

(1) L'incidence du taux de change est une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, y compris des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les produits ont augmenté de 1,9 % et de 3,0 % (diminution de 1,3 % et de 0,3 % selon un taux de change constant), respectivement. Cette diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la diminution de la clientèle en Ohio dans le secteur des télécommunications aux États-Unis et la diminution globale du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie, contrebalancées en partie par la hausse des produits par client et une meilleure combinaison de produits, découlant des clients qui s'abonnent à des vitesses Internet de plus en plus élevées; facteurs contrebalancés en partie par
- la croissance des produits dans le secteur des télécommunications au Canada en raison de l'impact cumulatif des ajouts de clients du service Internet haute vitesse au cours du dernier exercice, de la hausse des produits par client et des produits provenant de l'acquisition d'oxio conclue le 3 mars 2023.

Charges d'exploitation

				Trimestres clos les 31 mai	
	2023	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**177 794**	166 082	7,1	6,6	(722)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**197 273**	199 977	(1,4)	(7,6)	(12 412)
Activités du siège social et éliminations	**11 306**	8 871	27,4	27,4	—
	386 373	374 930	3,1	(0,5)	(13 134)

				Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**521 534**	502 575	3,8	3,4	(2 058)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**607 237**	584 143	4,0	(2,6)	(38 371)
Activités du siège social et éliminations	**27 310**	25 777	5,9	5,9	—
	1 156 081	1 112 495	3,9	0,3	(40 429)

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, les charges d'exploitation ont augmenté de 3,1 % (diminution de 0,5 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution des charges d'exploitation dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, essentiellement en raison de la baisse des coûts liés au service de vidéo découlant de la diminution du nombre de clients du service de vidéo et des initiatives de réduction des coûts; partiellement contrebalancée par
- une augmentation des charges d'exploitation dans le secteur des télécommunications au Canada, principalement en raison de l'acquisition d'oxio conclue le 3 mars 2023 et de la hausse des charges d'exploitation afin de stimuler et de soutenir la croissance de la clientèle; et
- une hausse des charges corporatives, principalement en raison des initiatives mises en œuvre afin de soutenir la croissance future de la Société et en lien avec son plan visant à offrir des services mobiles au Canada.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les charges d'exploitation ont augmenté de 3,9 %, telles qu'elles sont présentées, et sont demeurées stables selon un taux de change constant, principalement en raison du fait que l'augmentation des charges du secteur des télécommunications au Canada a été contrebalancée par la diminution des charges du secteur des télécommunications aux États-Unis, dans les deux cas, en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués ci-dessus.

Honoraires de gestion

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») se sont chiffrés à 4,1 millions $ et à 14,9 millions $, respectivement, comparativement à 5,6 millions $ et à 16,7 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2022. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA ajusté

				Trimestres clos les 31 mai	
	2023	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**195 949**	195 990	—	0,3	722
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**170 769**	166 069	2,8	(3,6)	(10 627)
Activités du siège social et éliminations	**(15 390)**	(14 445)	(6,5)	(6,5)	—
	351 328	347 614	1,1	(1,8)	(9 905)

				Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**592 627**	576 867	2,7	3,1	2 058
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**519 333**	511 623	1,5	(4,9)	(32 860)
Activités du siège social et éliminations	**(42 194)**	(42 502)	0,7	0,7	—
	1 069 766	1 045 988	2,3	(0,7)	(30 802)

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,1 % (diminution de 1,8 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable à la diminution du BAIIA ajusté dans le secteur des télécommunications aux États-Unis découlant essentiellement de la baisse des produits, partiellement contrebalancée par la diminution des charges d'exploitation, tandis que le BAIIA ajusté est demeuré stable dans le secteur des télécommunications au Canada.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le BAIIA ajusté a augmenté de 2,3 % (diminution de 0,7 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant découle principalement de la diminution du BAIIA ajusté dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, comme il est expliqué ci-dessus, partiellement contrebalancée par une augmentation dans le secteur des télécommunications au Canada, découlant principalement de la croissance des produits.

3.2 Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais se sont chiffrés à 11,4 millions $ et à 21,0 millions $, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- les coûts associés à l'intégration en cours d'acquisitions antérieures, ainsi que les coûts engagés relativement à l'acquisition d'oxio conclue le 3 mars 2023;
- à la suite des conclusions préliminaires de la Commission du droit d'auteur portant sur les tarifs de retransmission pour la période entre 2016 et 2018, un ajustement rétroactif de 3,3 millions $ a été comptabilisé au troisième trimestre, en plus d'un ajustement de 5,1 millions $ qui a été comptabilisé au deuxième trimestre, découlant des taux de redevance plus élevés que prévu pour la période allant de 2016 à 2022; et
- les coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais se sont chiffrés à 2,3 millions $ et à 22,3 millions $, respectivement, principalement en raison des coûts engagés relativement à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, conclue le 1er septembre 2021, et à leur intégration.

3.3 Amortissements

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, la dotation aux amortissements s'est chiffrée à 155,0 millions $ et à 464,5 millions $, respectivement, soit une diminution de 6,8 % et de 0,8 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- un ajustement rétrospectif de 11 millions $ pour l'exercice précédent, comptabilisé au poste Amortissement des immobilisations corporelles à la suite de modifications apportées à la répartition du prix d'achat de l'acquisition en Ohio au cours du troisième trimestre, essentiellement dans les catégories d'immobilisations corporelles, et à leurs durées d'utilité estimatives; facteur partiellement contrebalancé par
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien depuis l'exercice précédent.

3.4 Charges financières

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2023	2022	Variation	**2023**	2022	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**66 933**	44 942	48,9	**185 095**	132 599	39,6
Intérêts sur les obligations locatives	**419**	244	71,7	**1 247**	878	42,0
(Profit net) perte nette de change	**(963)**	150	—	**1 620**	99	—
Amortissement des coûts de transaction différés liés aux facilités de crédit rotatif	**170**	140	21,4	**504**	498	1,2
Produits d'intérêts	**(3 483)**	(197)	—	**(7 576)**	(807)	—
Autres	**309**	55	—	**530**	2 001	(73,5)
	63 385	45 334	39,8	**181 420**	135 268	34,1

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, les charges financières ont augmenté de 39,8 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des charges d'intérêts sur la tranche de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang assujettie à un taux d'intérêt variable, principalement en raison de l'augmentation des taux d'intérêt;
- une augmentation de la dette existante; et
- l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des produits d'intérêts découlant de l'investissement de la trésorerie excédentaire à des taux d'intérêt plus élevés.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les charges financières ont augmenté de 34,1 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des charges d'intérêts sur la tranche de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang assujettie à un taux d'intérêt variable, principalement en raison de l'augmentation des taux d'intérêt;
- l'utilisation accrue de la facilité de crédit à terme rotatif par rapport à l'exercice précédent;
- une augmentation de la dette existante à la suite de l'émission de billets garantis de premier rang, série 2, d'un montant de 300 millions $ le 16 février 2023; et
- l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des produits d'intérêts découlant de l'investissement de la trésorerie excédentaire à des taux d'intérêt plus élevés; et
- la baisse des charges d'intérêts à la suite du remboursement des débentures garanties de premier rang, série 3, d'un montant de 200 millions $ en février 2022.

3.5 Impôts sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2023	2022	Variation	**2023**	2022	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Exigibles	**5 944**	16 734	(64,5)	**26 359**	42 083	(37,4)
Différés	**14 052**	11 468	22,5	**50 283**	36 290	38,6
Impôts sur le résultat	**19 996**	28 202	(29,1)	**76 642**	78 373	(2,2)
Taux d'impôt effectif	**16,5 %**	21,1 %	(21,8)	**19,0 %**	18,6 %	2,2

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, la charge d'impôts a diminué de 29,1 % et de 2,2 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des avantages fiscaux liés aux coûts de financement d'acquisitions antérieures; et
- la diminution du bénéfice avant impôts sur le résultat.

En outre, la charge d'impôts pour l'exercice précédent a bénéficié d'un ajustement de 11,9 millions $ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2022 à la suite de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, qui a fait diminuer le taux d'imposition étatique combiné, permettant ainsi à la Société de comptabiliser une réduction du passif d'impôt différé liée aux différences fiscales temporaires aux États-Unis.

Les impôts exigibles ont diminué au cours des deux périodes de l'exercice 2023 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des avantages fiscaux liés aux coûts de financement d'acquisitions antérieures et de la variation des différences temporaires.

3.6 Bénéfice de la période

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2023	2022	Variation	**2023**	2022	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)	**$**	$	%	**$**	$	%
Bénéfice de la période	**101 538**	105 406	(3,7)	**326 175**	341 927	(4,6)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**95 892**	100 250	(4,3)	**305 774**	318 362	(4,0)
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle[1]	**5 646**	5 156	9,5	**20 401**	23 565	(13,4)
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société[2]	**103 826**	101 717	2,1	**320 785**	331 741	(3,3)
Bénéfice de base par action	**2,17**	2,17	—	**6,83**	6,87	(0,6)
Bénéfice dilué par action	**2,16**	2,16	—	**6,80**	6,81	(0,1)
Bénéfice dilué par action ajusté[2]	**2,34**	2,19	6,8	**7,13**	7,10	0,4

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans une filiale américaine.

(2) Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Le bénéfice dilué par action ajusté est un ratio non conforme aux normes IFRS. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 3,7 % et de 4,3 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des charges financières;
- l'augmentation des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais; partiellement contrebalancées par
- la baisse de la dotation aux amortissements;
- la baisse des impôts sur le résultat; et
- l'incidence de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 4,6 % et de 4,0 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des charges financières; facteur contrebalancé en partie par
- l'incidence de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, qui exclut l'incidence des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais, déduction faite des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle, a augmenté de 2,1 % et diminué de 3,3 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

4. Résultats d'exploitation et financiers sectoriels

Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis.

4.1 Secteur des télécommunications au Canada

Résultats d'exploitation et financiers

					Trimestres clos les 31 mai	
					Variation	
	2023[1]	Incidence du taux de change	**Données de 2023 selon un taux de change constant**[2]	2022	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**373 743**	—	**373 743**	362 072	**3,2**	**3,2**
Charges d'exploitation	**177 794**	(722)	**177 072**	166 082	**7,1**	**6,6**
BAIIA ajusté	**195 949**	722	**196 671**	195 990	**—**	**0,3**
Marge du BAIIA ajusté	**52,4 %**			54,1 %		
Dépenses d'investissement nettes	**84 415**	(1 566)	**82 849**	100 730	**(16,2)**	**(17,8)**
Intensité du capital	**22,6 %**			27,8 %		

(1) Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3562 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du troisième trimestre de l'exercice 2023 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, qui était de 1,2713 $ CA pour 1 $ US.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai					
					Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2023[1]** **$**	Incidence du taux de change $	**Données de 2023 selon un taux de change constant[2] $**	2022 $	**Données réelles %**	**Selon un taux de change constant %**
Produits	**1 114 161**	—	**1 114 161**	1 079 442	**3,2**	**3,2**
Charges d'exploitation	**521 534**	(2 058)	**519 476**	502 575	**3,8**	**3,4**
BAIIA ajusté	**592 627**	2 058	**594 685**	576 867	**2,7**	**3,1**
Marge du BAIIA ajusté	**53,2 %**			53,4 %		
Dépenses d'investissement nettes	**281 036**	(8 477)	**272 559**	235 964	**19,1**	**15,5**
Intensité du capital	**25,2 %**			21,9 %		

(1) Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3513 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données des neuf premiers mois de l'exercice 2023 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, qui était de 1,2660 $ CA pour 1 $ US.

Produits

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les produits ont augmenté de 3,2 % au cours des deux périodes, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, principalement en raison des facteurs suivants :

- le nombre plus élevé de clients du service Internet ainsi que la hausse des produits par client; et
- l'acquisition d'oxio conclue le 3 mars 2023; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution globale du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie.

Charges d'exploitation

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les charges d'exploitation ont augmenté de 7,1 % et de 3,8 % (6,6 % et 3,4 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'acquisition d'oxio conclue le 3 mars 2023; et
- une hausse des charges d'exploitation afin de stimuler et de soutenir la croissance de la clientèle; facteurs contrebalancés en partie par
- certains gains d'efficacité découlant des changements organisationnels mis en œuvre au quatrième trimestre de l'exercice 2022.

BAIIA ajusté

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, le BAIIA ajusté est demeuré stable, tel qu'il est présenté et selon un taux de change constant, principalement en raison de la croissance des produits qui a été contrebalancée par la hausse des charges d'exploitation afin de stimuler la croissance de la clientèle. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le BAIIA ajusté a augmenté de 2,7 % (3,1 % selon un taux de change constant) en raison de la croissance des produits, partiellement contrebalancée par une hausse des charges d'exploitation afin de stimuler la croissance de la clientèle.

Dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 16,2 % (17,8 % selon un taux de change constant), principalement en raison de la réduction des dépenses.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 19,1 % (15,5 % selon un taux de change constant), principalement en raison de l'accélération des activités de construction et de l'augmentation des achats d'équipement chez l'abonné liés à l'expansion du réseau Internet haute vitesse au Québec, qui a commencé à ralentir progressivement au troisième trimestre de l'exercice 2023.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le ratio d'intensité du capital s'est établi à 22,6 % et à 25,2 %, respectivement, comparativement à 27,8 % et à 21,9 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2022. La diminution du ratio d'intensité du capital pour le troisième trimestre s'explique principalement par la baisse des dépenses d'investissement, comme il est expliqué ci-dessus, tandis que l'augmentation du ratio d'intensité du capital pour les neuf premiers mois s'explique par la hausse des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau au cours des deux premiers trimestres, contrebalancée en partie par la croissance des produits.

Statistiques sur les unités de service primaire et les clients

		Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)	
		Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	31 mai 2023	**2023[1]**	2022	**2023[1]**	2022
Unités de service primaire	**1 867 317**	**6 292**	(7 907)	**(3 418)**	(13 577)
Clients du service Internet[2]	**840 662**	**11 144**	2 893	**21 406**	13 294
Clients du service de vidéo	**639 920**	**(3 790)**	(6 357)	**(16 386)**	(15 922)
Clients du service de téléphonie	**386 735**	**(1 062)**	(4 443)	**(8 438)**	(10 949)

(1) Exclut 52 577 unités de service primaire d'ouverture (46 656 clients du service Internet, 3 716 clients du service de vidéo et 2 205 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition d'oxio au 3 mars 2023.

(2) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, la Société a modifié sa définition des clients du service Internet afin de la rendre conforme aux pratiques du secteur. La définition précédente comprenait les clients des services Internet de gros. Conformément à la nouvelle définition, les clients du service Internet comprennent uniquement les clients dont le service Internet est installé, exploité et facturé directement par la Société. La modification a été appliquée aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

Unités de service primaire

Internet

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les ajouts nets de clients du service Internet de 11 144 et de 21 406, respectivement, sont principalement attribuables à la croissance interne dans nos marchés traditionnels et aux ajouts de clients découlant de l'expansion du réseau de fibre jusqu'au domicile ainsi que de la marque d'oxio depuis l'acquisition.

Vidéo

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les pertes nettes de clients du service de vidéo de 3 790 et de 16 386, respectivement, sont principalement attribuables au changement continu des tendances de consommation vidéo, ainsi qu'à l'incidence de l'environnement inflationniste actuel, tandis qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, facteurs contrebalancés en partie par les ajouts dans les régions où il y a eu une expansion du réseau.

Téléphonie

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les pertes nettes de clients du service de téléphonie de 1 062 et de 8 438, respectivement, sont principalement attribuables au nombre plus élevé de clients qui sont passés uniquement aux services de téléphonie mobile dans un contexte d'environnement fortement inflationniste, facteur contrebalancé en partie par les ajouts dans les régions où il y a eu une expansion du réseau.

Répartition des clients

Au 31 mai 2023, 65 % des clients du secteur des télécommunications au Canada étaient abonnés à des duos ou à des trios de services.

Foyers câblés[1]

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les ajouts de foyers câblés se sont chiffrés à 15 397 et à 50 454, respectivement, ce qui représente une hausse de 2,5 % sur une base cumulée depuis le début de l'exercice.

(1) Les foyers câblés représentent le nombre de foyers et d'entreprises pouvant être desservis et connectés au réseau de distribution à large bande de la Société dans la zone géographique où sont offerts les services de la Société.

4.2 Secteur des télécommunications aux États-Unis

Résultats d'exploitation et financiers

	Trimestres clos les 31 mai				Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2023[1]** **$**	Incidence du taux de change $	**Données de 2023 selon un taux de change constant[2] $**	2022 $	**Données réelles %**	**Selon un taux de change constant %**
Produits	**368 042**	(23 039)	**345 003**	366 046	**0,5**	**(5,7)**
Charges d'exploitation	**197 273**	(12 412)	**184 861**	199 977	**(1,4)**	**(7,6)**
BAIIA ajusté	**170 769**	(10 627)	**160 142**	166 069	**2,8**	**(3,6)**
Marge du BAIIA ajusté	**46,4 %**			45,4 %		
Dépenses d'investissement nettes	**82 923**	(5 195)	**77 728**	81 424	**1,8**	**(4,5)**
Intensité du capital	**22,5 %**			22,2 %		

(1) Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3562 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du troisième trimestre de l'exercice 2023 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, qui était de 1,2713 $ CA pour 1 $ US.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2023[1]** **$**	Incidence du taux de change $	**Données de 2023 selon un taux de change constant[2] $**	2022 $	**Données réelles %**	**Selon un taux de change constant %**
Produits	**1 126 570**	(71 231)	**1 055 339**	1 095 766	**2,8**	**(3,7)**
Charges d'exploitation	**607 237**	(38 371)	**568 866**	584 143	**4,0**	**(2,6)**
BAIIA ajusté	**519 333**	(32 860)	**486 473**	511 623	**1,5**	**(4,9)**
Marge du BAIIA ajusté	**46,1 %**			46,7 %		
Dépenses d'investissement nettes	**236 422**	(14 962)	**221 460**	227 829	**3,8**	**(2,8)**
Intensité du capital	**21,0 %**			20,8 %		

(1) Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3513 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données des neuf premiers mois de l'exercice 2023 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, qui était de 1,2660 $ CA pour 1 $ US.

Produits

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les produits ont augmenté de 0,5 % et de 2,8 % (diminution de 5,7 % et de 3,7 % selon un taux de change constant), respectivement. Ces diminutions selon un taux de change constant pour les deux périodes s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

- une diminution de la clientèle en Ohio au cours du dernier exercice et une diminution globale du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie; facteurs contrebalancés en partie par
- la hausse des produits par client et une meilleure combinaison de produits, découlant des clients qui s'abonnent à des vitesses Internet de plus en plus élevées.

En monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 271,4 millions $ US et à 833,7 millions $ US, comparativement à 287,9 millions $ US et à 865,5 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2022.

Charges d'exploitation

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, les charges d'exploitation ont diminué de 1,4 % (7,6 % selon un taux de change constant). Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les charges d'exploitation ont augmenté de 4,0 % (diminution de 2,6 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la diminution des coûts liés au service de vidéo découlant de la diminution du nombre de clients du service de vidéo; et
- les initiatives de réduction des coûts; facteurs partiellement contrebalancés par
- les charges d'exploitation plus élevées au premier semestre de l'exercice en lien avec la baisse inhabituelle des dépenses liées au marketing et à la publicité et des coûts de personnel en Ohio à l'exercice précédent, alors que les activités étaient exercées sous la marque de l'ancien propriétaire.

BAIIA ajusté

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le BAIIA ajusté a augmenté de 2,8 % et de 1,5 % (diminution de 3,6 % et de 4,9 % selon un taux de change constant), respectivement. La diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable à une baisse des produits découlant d'une diminution de la clientèle, comme il est expliqué ci-dessus, partiellement contrebalancée par la diminution des charges d'exploitation.

En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 125,9 millions $ US et à 384,3 millions $ US, comparativement à 130,6 millions $ US et à 404,1 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2022.

Dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 1,8 % et de 3,8 % (diminution de 4,5 % et de 2,8 % selon un taux de change constant), respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable au calendrier de certaines initiatives.

En monnaie locale, les dépenses d'investissement nettes se sont chiffrées à 61,1 millions $ US et à 174,9 millions $ US, comparativement à 64,1 millions $ US et à 179,9 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2022.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le ratio d'intensité du capital a atteint 22,5 % et 21,0 %, respectivement, comparativement à 22,2 % et à 20,8 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2022. L'augmentation du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la diminution des produits, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses d'investissement nettes, dans les deux cas selon un taux de change constant.

Statistiques sur les unités de service primaire et les clients

		Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)	
		Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	31 mai 2023	**2023**	2022 [1]	**2023** [1]	2022 [1][2]
Unités de service primaire	**1 120 931**	**(14 209)**	(13 300)	**(67 716)**	(39 980)
Clients du service Internet	**680 785**	**(6 734)**	(2 100)	**(26 653)**	653
Clients du service de vidéo	**296 952**	**(3 732)**	(6 709)	**(26 086)**	(27 800)
Clients du service de téléphonie	**143 194**	**(3 743)**	(4 491)	**(14 977)**	(12 833)

(1) Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023, les données sur les clients du service Internet ont été ajustées à la suite d'un changement apporté au système de Breezeline. Ce changement a été appliqué aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

(2) Exclut les unités de service primaire d'ouverture découlant de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio au 1er septembre 2021.

Unités de service primaire

Internet

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les pertes nettes de clients du service Internet se sont chiffrées à 6 734 et à 26 653, dont 4 053 et 19 895 en Ohio, respectivement. Les pertes nettes enregistrées en Ohio sont principalement attribuables à un marché plus concurrentiel et au temps requis pour accroître la notoriété de la marque. Les variations de la clientèle du service Internet dans les autres régions reflètent également un environnement plus concurrentiel.

Vidéo

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les pertes nettes de clients du service de vidéo de 3 732 et de 26 086, respectivement, étaient principalement attribuables aux facteurs suivants :

- la priorité continue accordée aux offres qui sont axées sur Internet et la limitation des nouvelles offres axées uniquement sur la vidéo pour la clientèle résidentielle dans le cadre de conventions de gros;
- le changement continu des tendances de consommation vidéo, ainsi que l'incidence de l'environnement actuel inflationniste, tandis qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

Téléphonie

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les pertes nettes de clients du service de téléphonie de 3 743 et de 14 977, respectivement, étaient principalement attribuables aux facteurs suivants :

- la priorité continue accordée aux offres qui sont axées sur Internet; et
- le nombre plus élevé de clients qui sont passés uniquement aux services de téléphonie mobile dans un contexte d'environnement fortement inflationniste.

Répartition des clients

Au 31 mai 2023, 34 % des clients du secteur des télécommunications aux États-Unis étaient abonnés à des duos ou à des trios de services. Au cours des dernières années, la composition de la clientèle abonnée à des duos ou à des trios de services a diminué, ce qui est conforme à la stratégie axée sur Internet, qui consiste à privilégier les services Internet à marge plus élevée.

Foyers câblés[1]

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les ajouts de foyers câblés se sont chiffrés à 15 525 et à 50 226, respectivement, soit une hausse de 3,0 % sur une base cumulée depuis le début de l'exercice.

5. Transactions entre parties liées

La Société est une filiale de Cogeco, qui détenait 35,3 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2023, représentant 84,5 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction et d'administration en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les honoraires de gestion versés à Cogeco se sont chiffrés à 4,1 millions $ et à 14,9 millions $, respectivement, comparativement à 5,6 millions $ et à 16,7 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2022.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des neuf premiers mois des exercices 2023 et 2022, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, dont la valeur a été refacturée à Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
(en nombre d'unités)	**2023**	2022
Options sur actions	**79 348**	78 700
Unités d'actions liées au rendement	**14 283**	11 775

(1) Les foyers câblés représentent le nombre de foyers et d'entreprises pouvant être desservis et connectés au réseau de distribution à large bande de la Société dans la zone géographique où sont offerts les services de la Société.

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Options sur actions	**282**	280	**878**	889
Unités d'actions liées au rendement	**242**	265	**622**	905
Unités d'actions différées	**—**	(22)	**(100)**	(101)
	524	523	**1 400**	1 693

6. Analyse des flux de trésorerie

		Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	Variation	**2023**	2022	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	**284 377**	353 001	(19,4)	**681 579**	921 145	(26,0)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	**(343 627)**	(197 332)	74,1	**(750 235)**	(2 164 771)	(65,3)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	**71 000**	(118 282)	—	**54 416**	1 072 488	(94,9)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	**56**	(905)	—	**8 198**	(206)	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**11 806**	36 482	(67,6)	**(6 042)**	(171 344)	(96,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**353 051**	341 228	3,5	**370 899**	549 054	(32,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**364 857**	377 710	(3,4)	**364 857**	377 710	(3,4)

6.1 Activités d'exploitation

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 19,4 % et de 26,0 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- les variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement du calendrier des paiements des dettes fournisseurs et autres créditeurs;
- l'augmentation des impôts sur le résultat payés; et
- l'augmentation des intérêts payés; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

6.2 Activités d'investissement

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 74,1 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- les flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'oxio, conclue le 3 mars 2023; et
- le versement de 60 millions $ pour acquérir des licences de spectre dans les bandes de 2 500 MHz et de 3 500 MHz au Québec auprès d'un autre titulaire de licences; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles découlant de la baisse des dépenses, étant donné que les activités d'expansion du réseau de Cogeco Connexion au Québec ont commencé à ralentir progressivement au troisième trimestre de l'exercice 2023.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 65,3 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- les flux de trésorerie affectés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio au cours de l'exercice précédent; et
- le versement final de 236 millions $ effectué au cours de l'exercice précédent pour acquérir 38 licences de spectre dans le cadre des enchères relatives à la bande de 3 500 MHz; facteurs contrebalancés en partie par
- les flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'oxio, conclue le 3 mars 2023;
- le versement de 60 millions $ pour acquérir des licences de spectre dans les bandes de 2 500 MHz et de 3 500 MHz au Québec auprès d'un autre titulaire de licences; et
- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles en raison de l'accélération des activités d'expansion du réseau au premier semestre de l'exercice 2023 dans le secteur des télécommunications au Canada.

Acquisitions d'immobilisations corporelles, dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

	Trimestres clos les 31 mai				Périodes de neuf mois closes les 31 mai			
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2023**	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant	**2023**	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant
	$	$	%	%	**$**	$	%	%
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**189 656**	197 345	(3,9)		**597 260**	501 066	19,2	
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période[1]	**(19 863)**	(15 164)	31,0		**(74 371)**	(35 662)	—	
Dépenses d'investissement nettes	**169 793**	182 181	(6,8)	(10,5)	**522 889**	465 404	12,4	7,3
Intensité du capital	**22,9 %**	25,0 %			**23,3 %**	21,4 %		
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**137 962**	143 522	(3,9)	(7,9)	**382 982**	369 747	3,6	(1,2)
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**18,6 %**	19,7 %			**17,1 %**	17,0 %		

(1) Liées aux subventions gouvernementales de 187,5 millions $ reçues au troisième trimestre de l'exercice 2021 relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion et qui sont comptabilisées comme une réduction des immobilisations corporelles, selon les coûts engagés par rapport au total des coûts prévus.

(2) Les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure financière non conforme aux normes IFRS. L'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, est un ratio non conforme aux normes IFRS. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 6,8 % (10,5 % selon un taux de change constant), principalement en raison de la baisse des dépenses d'investissement découlant de la réduction des dépenses, surtout dans le secteur des télécommunications au Canada.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 12,4 % (7,3 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des télécommunications au Canada en raison de l'accélération des activités de construction et de l'augmentation des achats d'équipement chez l'abonné liés à l'expansion du réseau Internet haute vitesse au Québec, qui a commencé à ralentir progressivement au troisième trimestre de l'exercice 2023; facteur contrebalancé en partie par
- la diminution des dépenses d'investissement dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, principalement en raison du calendrier de certaines initiatives.

En excluant les projets d'expansion du réseau, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 3,9 % (7,9 % selon un taux de change constant) pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, tandis qu'elles ont augmenté de 3,6 % (baisse de 1,2 % selon un taux de change constant) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le ratio d'intensité du capital s'est établi à 22,9 % et à 23,3 %, respectivement, comparativement à 25,0 % et à 21,4 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution du ratio d'intensité du capital pour le troisième trimestre s'explique principalement par la baisse des dépenses d'investissement, comme il est expliqué ci-dessus, tandis que l'augmentation du ratio d'intensité du capital pour les neuf premiers mois s'explique par la hausse des dépenses d'investissement nettes dans le secteur des télécommunications au Canada, comme il est expliqué ci-dessus, contrebalancée en partie par la croissance des produits. En excluant les projets d'expansion du réseau, le ratio d'intensité du capital s'est établi à 18,6 % et à 17,1 % pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, respectivement, comparativement à 19,7 % et à 17,0 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

6.3 Activités de financement

Émission de titres d'emprunt et remboursement de la dette

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2023	2022	**2023**	2022	Explications
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$	
Augmentation de l'endettement bancaire	**22 313**	13 795	**13 680**	9 335	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation (diminution) nette des facilités de crédit rotatif	**391 019**	(60 283)	**280 835**	(144 053)	Fonds utilisés principalement pour rembourser les débentures garanties de premier rang, série 4, d'un montant de 300 millions $, qui sont arrivées à échéance en mai 2023, et pour financer l'acquisition d'oxio et des licences de spectre au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023; contrebalancés en partie par le remboursement des montants prélevés aux termes des facilités de crédit rotatif au moyen du produit net de l'émission des billets garantis de premier rang, série 2, d'un montant de 300 millions $ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2023.
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	**—**	—	**298 056**	1 611 303	Liée à l'émission de billets garantis de premier rang, série 2, d'un montant de 300 millions $ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2023. L'émission de titres d'emprunt effectuée à l'exercice précédent était principalement liée à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio conclue au premier trimestre de l'exercice 2022, qui a été financée en partie par l'émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang d'un montant de 900 millions $ US, et à l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $.
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit	**(308 822)**	(8 221)	**(326 448)**	(219 055)	Lié au remboursement des débentures garanties de premier rang, série 4, d'un montant de 300 millions $ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023 et aux remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, les remboursements trimestriels sur la tranche 2 ayant débuté en mai 2022. Les résultats pour l'exercice précédent comprennent également le remboursement des débentures garanties de premier rang, série 3, d'un montant de 200 millions $, qui sont arrivées à échéance en février 2022.
Remboursement des obligations locatives	**(1 434)**	(1 314)	**(4 432)**	(3 340)	Résultat comparable.
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**—**	(3 162)	**—**	(3 162)	Lié à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, le remboursement ayant été effectué au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022.
Augmentation des coûts de transaction différés	**—**	—	**(338)**	(675)	Liée aux modifications de la facilité de crédit à terme rotatif.
	103 076	(59 185)	**261 353**	1 250 353	

Dividendes

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023, un dividende déterminé trimestriel de 0,776 $ par action a été versé aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 34,3 millions $, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,705 $ par action, ou 32,4 millions $, au troisième trimestre de l'exercice 2022. Les versements de dividendes au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023 ont totalisé 2,328 $ par action, ou 103,7 millions $, comparativement à 2,115 $, ou 97,8 millions $, à l'exercice précédent.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA »)

Le 1er mai 2023, Cogeco Communications a annoncé que la Bourse de Toronto (« TSX ») a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCNA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 776 125 actions subalternes à droit de vote, entre le 4 mai 2023 et le 3 mai 2024, ce qui représente environ 10 % du flottant des actions subalternes émises et en circulation de la Société au 24 avril 2023.

	Date de début	Date d'expiration	Nombre maximal d'actions subalternes à droit de vote pouvant être rachetées	Nombre d'actions rachetées au 31 mai 2023
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2023	4 mai 2023	3 mai 2024	1 776 125	—
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2022[1]	4 mai 2022	3 mai 2023	1 960 905	1 825 168
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2021	4 mai 2021	3 mai 2022	2 068 000	958 125

(1) Le 24 novembre 2022, Cogeco Communications a reçu l'autorisation de la TSX en vue de modifier son offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2022 afin d'augmenter le nombre maximal de ses actions subalternes à droit de vote pouvant être rachetées à des fins d'annulation, le faisant passer de 1 500 000 à 1 960 905, ce qui représente 10 % des 19 609 056 actions subalternes à droit de vote qui constituaient le flottant des actions subalternes à droit de vote émises et en circulation de la Société à la date de référence du 22 avril 2022. Aucune autre modification n'a été apportée à l'OPRCNA.

Le tableau suivant présente les rachats en vertu de l'OPRCNA pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 mai 2023 et 2022.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et le prix de rachat moyen pondéré par action)	**$**	$	**$**	$
Actions subalternes à droit de vote rachetées et annulées	**—**	294 800	**1 357 368**	758 225
Prix de rachat moyen pondéré par action	**—**	103,65	**74,43**	104,59
Coûts liés au rachat	**—**	30 556	**101 033**	79 305

La Société a aussi conclu un programme de rachat d'actions automatique (« PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions subalternes à droit de vote en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

6.4 Flux de trésorerie disponibles

				Trimestres clos les 31 mai	
	2023[1]	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté	**351 328**	347 614	1,1	(1,8)	(9 905)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**3 334**	2 926	13,9		
Paiement fondé sur des actions	**1 671**	2 162	(22,7)		
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**(186)**	(301)	(38,2)		
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**199**	220	(9,5)		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**(11 368)**	(2 263)	—		
Charges financières	**(63 385)**	(45 334)	39,8		
Impôts exigibles	**(5 944)**	(16 734)	(64,5)		
Dépenses d'investissement nettes	**(169 793)**	(182 181)	(6,8)		
Remboursement des obligations locatives	**(1 434)**	(1 314)	9,1		
Flux de trésorerie disponibles	**104 422**	104 795	(0,4)	—	370
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau[3]	**136 253**	143 454	(5,0)	(5,4)	(606)

(1) Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3562 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du troisième trimestre de l'exercice 2023 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, qui était de 1,2713 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2023[1]	2022	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté	**1 069 766**	1 045 988	2,3	(0,7)	(30 802)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**9 406**	8 841	6,4		
Paiement fondé sur des actions	**4 606**	5 672	(18,8)		
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**(426)**	(1 450)	(70,6)		
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**234**	(701)	—		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**(20 997)**	(22 349)	(6,0)		
Charges financières	**(181 420)**	(135 268)	34,1		
Impôts exigibles	**(26 359)**	(42 083)	(37,4)		
Dépenses d'investissement nettes	**(522 889)**	(465 404)	12,4		
Remboursement des obligations locatives	**(4 432)**	(3 340)	32,7		
Flux de trésorerie disponibles	**327 489**	389 906	(16,0)	(15,4)	2 353
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau[3]	**467 396**	485 563	(3,7)	(4,4)	(3 307)

(1) Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3513 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données des neuf premiers mois de l'exercice 2023 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, qui était de 1,2660 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2023, les flux de trésorerie disponibles sont demeurés comparables, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant. Les flux de trésorerie disponibles sont demeurés comparables selon un taux de change constant, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des charges financières;
- l'augmentation des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais; et
- la baisse du BAIIA ajusté; facteurs contrebalancés par
- la diminution des dépenses d'investissement nettes; et
- la diminution des impôts exigibles.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 16,0 % (15,4 % selon un taux de change constant). Cette variation selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- l'augmentation des charges financières;
- l'augmentation des dépenses d'investissement nettes dans le secteur des télécommunications au Canada, qui découle principalement des projets d'expansion du réseau; et
- la diminution du BAIIA ajusté; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des impôts exigibles.

En excluant les projets d'expansion du réseau, les flux de trésorerie disponibles pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2023 se sont chiffrés à 136,3 millions $ et à 467,4 millions $ (135,6 millions $ et 464,1 millions $ selon un taux de change constant), respectivement, soit une baisse de 5,0 % et de 3,7 % (5,4 % et 4,4 % selon un taux de change constant), respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

6.5 Déclaration de dividendes

Au cours de sa réunion du 13 juillet 2023, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,776 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 août 2023 aux actionnaires inscrits en date du 27 juillet 2023. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. Situation financière

7.1 Fonds de roulement

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'endettement bancaire, en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus.

Les variations s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 mai 2023** **$**	31 août 2022 $	Variation $	Explications
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**364 857**	370 899	(6 042)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	**122 606**	108 444	14 162	Principalement liée au calendrier de recouvrement des créances clients et autres débiteurs, combiné à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Impôts sur le résultat à recevoir	**31 005**	6 501	24 504	Liée au paiement d'acomptes provisionnels, qui étaient plus élevés que la charge d'impôts pour la période de neuf mois en raison d'une diminution des impôts exigibles, facteur contrebalancé en partie par les remboursements d'impôts sur le résultat reçus.
Charges payées d'avance et autres	**44 673**	39 234	5 439	Principalement liée à la hausse des montants payés d'avance dans le cadre de conventions de services annuelles conclues au cours du premier trimestre de l'exercice 2023 et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Instruments financiers dérivés	**11 064**	2 932	8 132	Principalement liée aux tranches de swaps de taux d'intérêt échéant en janvier 2024, qui ont été reclassées dans la tranche courante.
	574 205	528 010	46 195	
Passifs courants				
Endettement bancaire	**22 313**	8 633	13 680	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**310 244**	380 461	(70 217)	Principalement liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Provisions	**32 604**	26 584	6 020	Principalement liée aux ajustements rétroactifs comptabilisés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice 2023 à la suite des conclusions préliminaires de la Commission du droit d'auteur portant sur les tarifs de retransmission pour la période entre 2016 et 2018, partiellement contrebalancés par le paiement de frais de restructuration comptabilisés antérieurement.
Passifs d'impôts sur le résultat	**415**	39 252	(38 837)	Liée au paiement final des soldes d'impôt pour l'exercice 2022.
Passifs sur contrat et autres passifs	**59 721**	63 958	(4 237)	Non significative.
Subventions gouvernementales reçues d'avance	**58 037**	127 851	(69 814)	Liée aux progrès réalisés dans les travaux de construction du réseau au Québec.
Instruments financiers dérivés	**924**	1 285	(361)	Non significative.
Tranche courante de la dette à long terme	**41 489**	339 096	(297 607)	Principalement liée au remboursement des débentures garanties de premier rang, série 4, d'un montant de 300 millions $, arrivées à échéance en mai 2023.
	525 747	987 120	(461 373)	
Fonds de roulement excédentaire (déficitaire)	**48 458**	(459 110)	507 568	

7.2 Autres variations importantes

(en milliers de dollars canadiens)	**31 mai 2023 $**	31 août 2022 $	Variation $	Explications
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	**3 201 282**	3 027 640	173 642	Principalement liée aux dépenses d'investissement effectuées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023, à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et à l'acquisition d'oxio, facteurs contrebalancés en partie par la dotation à l'amortissement pour la période.
Immobilisations incorporelles	**3 689 007**	3 571 221	117 786	Principalement liée à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, aux licences de spectre acquises pour un prix d'achat total de 60 millions $ et à l'acquisition d'oxio, facteurs contrebalancés en partie par la dotation à l'amortissement pour la période.
Goodwill	**2 127 536**	1 982 498	145 038	Liée à l'acquisition d'oxio et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	**5 038 941**	4 334 373	704 568	Principalement liée à l'émission de billets garantis de premier rang, série 2, d'un montant de 300 millions $, aux montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, facteurs contrebalancés en partie par les remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang.
Passifs d'impôts différés	**817 572**	752 683	64 889	Principalement liée au calendrier des différences temporaires et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

8. Ressources en capital et liquidités

8.1 Structure du capital

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société. L'endettement net reflète la dette libellée en dollars américains convertie selon le taux de change en vigueur à la fin de la période, et le BAIIA ajusté et les charges financières reflètent le taux de change moyen pour la période de douze mois correspondante.

	31 mai 2023	31 août 2022
Ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté[1][2]	**3,4**	3,2
Ratio du BAIIA ajusté sur les charges financières[1][2]	**6,1**	7,4

(1) Le ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté et le ratio du BAIIA ajusté sur les charges financières sont des mesures de gestion du capital. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

(2) Calculé sur les douze derniers mois.

Au 31 mai 2023, le coût moyen pondéré de l'endettement de la Société, exclusion faite de l'amortissement des coûts de transaction différés et des commissions d'engagement, mais incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt, s'établissait à 5,1 %. La durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance de la dette globale était de 3,9 ans.

Le tableau suivant résume les liquidités disponibles de la Société.

(en milliers de dollars canadiens)	**Au 31 mai 2023 $**	Au 31 août 2022 $
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**364 857**	370 899
Trésorerie avec restrictions d'utilisation[1]	**(58 037)**	(127 851)
Montants disponibles en vertu des facilités de crédit rotatif[2]	**541 073**	830 231
Liquidités disponibles[3]	**847 893**	1 073 279

(1) Liée aux subventions gouvernementales reçues d'avance, principalement dans le cadre des projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion (se reporter à la note 14 D) des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société).

(2) Montant total disponible de 750 millions $ en vertu de la facilité de crédit à terme rotatif et de 150 millions $ US en vertu de la facilité de crédit rotatif garantie de premier rang (se reporter à la note 15 A) des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société).

(3) Les liquidités disponibles sont une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

8.2 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 30 juin 2023. Se reporter à la note 12 A) des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/ d'options	Montant $
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	**15 691 100**	**98 346**
Actions subalternes à droit de vote	**28 793 378**	**814 345**
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	**919 770**	
Options pouvant être exercées	**495 556**	

8.3 Financement

Cogeco Communications a remboursé ses débentures garanties de premier rang, série 4, à leur arrivée à échéance le 26 mai 2023. Le 25 mai 2023, les facilités de crédit de premier rang ont été modifiées afin de remplacer le LIBOR en dollars américains par le Secured Overnight Financing Rate (« SOFR ») à titre de taux d'intérêt de référence. Les dérivés de taux d'intérêt liés aux tranches 1 et 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang ont également été remplacés par des dérivés de taux d'intérêt essentiellement semblables, faisant référence au SOFR.

Le 16 février 2023, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 300 millions $ portant intérêt à 5,299 % et arrivant à échéance en février 2033. Cogeco Communications a affecté le produit net du placement au remboursement de dettes existantes et à d'autres besoins généraux de l'entreprise.

Le 21 décembre 2022, Cogeco Communications a modifié sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $ pour en proroger la date d'échéance d'une année, soit jusqu'au 24 janvier 2028. Également dans le cadre de cette modification, le SOFR a remplacé le taux LIBOR en dollars américains comme taux d'intérêt de référence. De plus, en décembre 2022, Cogeco Communications a conclu avec la Banque de l'infrastructure du Canada une facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang de 20 ans d'un montant en capital total d'un maximum de 38,1 millions $. La facilité de crédit ne peut être utilisée que pour financer les projets d'expansion du réseau entrepris dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario. Au 31 mai 2023, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité.

Cautionnements de bonne exécution et de paiement

Au 31 mai 2023, les cautionnements de bonne exécution et de paiement en cours de la Société se chiffraient à 157,9 millions $ et avaient été émis conformément aux règles établies par Infrastructure Ontario, dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario.

8.4 Notations

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et des filiales américaines.

Au 31 mai 2023	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débentures garantis de premier rang	**BBB-**	**BBB (faible)**	**SN**
Notation à titre de société émettrice	**BB+**	**BB (élevée)**	**SN**
Filiales américaines			
Facilités de crédit de premier rang	**BB**	**SN**	**B1**
Notation à titre de société émettrice	**BB**	**SN**	**B1**

SN : sans notation

La plage des notations des instruments d'emprunt à long terme dans l'univers des instruments à taux composite va de « AAA » (S&P et DBRS) ou de « Aaa » (Moody's), pour la qualité la plus élevée attribuée aux titres, jusqu'à « D » (S&P et DBRS) et « C » (Moody's), pour la qualité la moins élevée attribuée aux titres. Les notations se basent sur plusieurs facteurs sectoriels et propres aux sociétés, et le levier financier est l'un des principaux éléments pris en considération.

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie « BBB » sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation « BB/B ». De plus, les obligations assorties d'une notation « BBB » ont généralement un meilleur accès au financement que celles assorties de notations « BB/B ».

8.5 Gestion des risques financiers

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de 2022 de la Société.

Risque de crédit

La notation la plus faible des contreparties aux conventions liées aux instruments financiers dérivés au 31 mai 2023 est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »). Dans le contexte actuel des marchés financiers volatils, la direction continue de surveiller son exposition aux institutions financières, principalement sous la forme de dépôts, de dérivés et d'engagements liés à des facilités de crédit rotatif.

Risque de liquidité

Au 31 mai 2023, la Société avait utilisé une somme de 409,4 millions $ en vertu de sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $, pour un solde disponible de 340,6 millions $. De plus, les filiales américaines bénéficient d'une facilité de crédit rotatif garantie de premier rang d'un montant de 204,0 millions $ (150 millions $ US), dont une tranche de 3,6 millions $ (2,6 millions $ US) était utilisée au 31 mai 2023, pour un solde disponible de 200,5 millions $ (147,4 millions $ US).

Risque de taux d'intérêt

Au 31 mai 2023, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 mai 2023.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé[1]	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie [2]	540 millions $ US	Taux SOFR à terme	2,01 % – 2,21 %	Janvier 2024 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 1
Flux de trésorerie	800 millions $ US	Taux SOFR à terme assorti d'un taux plancher de 39 points de base	1,17 % – 1,44 %	Octobre 2025 à juillet 2027	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 2

(1) Les couvertures ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR en des taux fixes, plus l'écart de crédit applicable.

(2) Deux tranches totalisant 230 millions $ US sont arrivées à échéance le 31 janvier 2023.

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 19,2 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2023.

En mai 2023, les dérivés de taux d'intérêt liés aux tranches 1 et 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang ont été remplacés par des dérivés de taux d'intérêt essentiellement semblables, faisant référence au SOFR. La Société a appliqué les mesures de simplification de la réforme des taux d'intérêt de référence, qui lui permettent de maintenir les relations de couverture.

8.6 Monnaies étrangères

Les taux moyens en vigueur au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 mai 2023 et 2022 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des télécommunications aux États-Unis s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,3562**	1,2713	**1,3513**	1,2660

8.7 Éventualités

Redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision éloignés

Le 22 juillet 2021, la Cour d'appel fédérale a rendu une décision en réponse à deux demandes de révision judiciaire déposées par six entreprises de distribution de radiodiffusion (les « EDR »), y compris la Société, et par neuf sociétés de gestion visant à contester la décision de la Commission du droit d'auteur établissant le montant des redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains en direct éloignés au Canada pour la période entre 2014 et 2018. La Cour d'appel fédérale a déterminé que les tarifs de 2014 et de 2015 constitueraient les tarifs finaux, mais elle a reconnu, conjointement avec les sociétés de gestion, que la Commission du droit d'auteur avait commis des erreurs dans la détermination des tarifs pour la période entre 2016 et 2018. La Cour d'appel fédérale a renvoyé l'affaire à la Commission du droit d'auteur, qui a lancé de nouvelles procédures pour déterminer les tarifs à compter de 2016.

Le 6 février 2023, la Commission du droit d'auteur a publié ses conclusions préliminaires dans le cadre du réexamen des tarifs pour la période entre 2016 et 2018, ce qui se traduirait par une augmentation par rapport aux tarifs établis dans sa décision initiale. Compte tenu de ces décisions préliminaires, un ajustement rétroactif de 5,1 millions $ a été comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2023. Après une évaluation plus approfondie, une charge additionnelle de 3,3 millions $ a été comptabilisée au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023. Ces deux ajustements rétroactifs ont été comptabilisés au poste Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais, et ils couvrent les frais rétroactifs estimés pour la période allant de 2016 à 2022. L'issue de cette procédure demeure inconnue, et les conclusions définitives de la Commission du droit d'auteur concernant les taux de redevance peuvent différer de ses décisions préliminaires.

9. Pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG)

Guidée par ses valeurs organisationnelles fondamentales, la Société a défini sa stratégie ESG ainsi que ses engagements autour de leviers ESG clés que sont la réduction de son empreinte environnementale, la mise en œuvre de solides pratiques de gouvernance et l'appui à l'égard de ses parties prenantes. La Société suit les progrès qu'elle réalise en matière de développement durable grâce à un ensemble d'indicateurs de performance clés qui sont révisés au besoin afin d'en assurer la pertinence continue.

Le 28 juin 2023, Cogeco Communications a annoncé qu'elle figurait pour la sixième année consécutive dans le palmarès des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada de Corporate Knights pour 2023. Ce classement très respecté reconnaît les entreprises canadiennes qui servent de modèles pour le leadership en matière de croissance durable. Le 18 janvier 2023, Cogeco Communications a annoncé qu'elle figurait pour la quatrième année consécutive dans le palmarès des 100 entreprises les plus durables du monde selon Corporate Knights, qui reconnaît les entreprises qui ouvrent la voie à un monde meilleur. De plus, Cogeco Communications figure dans le Sustainability Yearbook 2023 de S&P Global pour la deuxième année consécutive. Le Sustainability Yearbook, publié chaque année, vise à reconnaître les entreprises qui ont fait preuve d'excellence en matière de développement durable au sein de leur secteur.

Le 1er mars 2023, Cogeco a dévoilé son septième Rapport ESG et de développement durable, qui décrit en détail ses engagements, ses initiatives et sa performance ESG pour stimuler une croissance durable et inclusive. Le Rapport ESG et de développement durable de Cogeco est disponible sur le site Internet de la Société à l'adresse corpo.cogeco.com, sous « Développement durable – Pratiques ESG (environnement, social, gouvernance) ».

Cogeco reste engagée à soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone tout en veillant à ce que les effets du changement climatique soient systématiquement pris en compte et intégrés à sa stratégie d'affaires et aux décisions connexes. Le 25 janvier 2023, Cogeco a publié son deuxième Plan d'action pour le climat et rapport conforme au Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (le « GIFCC ») qui décrit les principales mesures qu'elle prend pour soutenir l'action climatique urgente, ainsi que les processus et stratégies qu'elle emploie pour évaluer et gérer les risques et les occasions liés au climat. Le Plan d'action pour le climat et rapport GIFCC pour l'année 2022 de Cogeco est également accessible sur le site Internet de la Société à l'adresse corpo.cogeco.com sous la rubrique « Développement durable – Pratiques ESG (environnement, social, gouvernance) ».

Cogeco Communications est fière de promouvoir une croissance durable et inclusive grâce à sa longue tradition de responsabilité sociale d'entreprise et d'engagement communautaire, à ses mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques, à ses pratiques d'exploitation efficaces et à son engagement ferme envers une gestion responsable et éthique.

Pour obtenir plus de détails sur la stratégie ESG de la Société ainsi que sur ses priorités et réalisations connexes, se reporter à la section intitulée « Pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) » du rapport de gestion annuel 2022 de la Société, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com, ainsi qu'au Rapport ESG et de développement durable publié en mars 2023, disponible sur le site Internet de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com. Des détails sur les indicateurs de performance clés se trouvent dans le supplément de données ESG de Cogeco, qui est également disponible sur le site Internet de la Société à l'adresse corpo.cogeco.com.

Règlements sur la présentation de l'information sur les facteurs ESG

La présentation de l'information sur les facteurs ESG pour les sociétés ouvertes continue d'évoluer, et la Société pourrait être assujettie à d'autres exigences de présentation de l'information dans l'avenir. S'il est adopté, le projet de Règlement 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques des Autorités canadiennes en valeurs mobilières obligerait les émetteurs assujettis à divulguer de l'information relative au climat se rapportant aux quatre éléments centraux établis par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques. De plus, l'International Sustainability Standards Board (ISSB), créé par l'IFRS Foundation, a publié en juin 2023 IFRS S1, *Obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité*, et IFRS S2, *Informations à fournir en lien avec les changements climatiques*, dans le but d'élaborer des normes de présentation de l'information en matière de développement durable qui sont uniformes, comparables et fiables à l'échelle mondiale. La Société continuera de surveiller l'avancement de ces exigences de présentation de l'information sur les facteurs ESG et d'en évaluer l'incidence sur sa présentation de l'information.

10. Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères indiqués dans la version mise à jour, publiée en mai 2013, du rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mai 2023 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2023.

11. Incertitudes et principaux facteurs de risque

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2022, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2022, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Nouvelles instructions au CRTC

Le 13 février 2023, le gouvernement du Canada a donné de nouvelles instructions au CRTC concernant les services de télécommunications. Les nouvelles instructions abrogent les instructions existantes données en 2006 et en 2019. Elles reprennent les instructions de 2019 qui demandaient au CRTC de tenir compte de la façon dont ses décisions peuvent favoriser la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation, et y ajoutent un passage sur l'importance de services de télécommunications fiables et résilients. Les instructions ordonnent également au CRTC d'appliquer les principes de réglementation efficace, de maintenir ses régimes de services de gros pour les services d'accès Internet fixes et les services mobiles sans fil ainsi que d'améliorer et de protéger les droits des consommateurs dans les marchés des télécommunications. L'incidence de ces instructions dépendra de la façon dont le CRTC les interprétera et les appliquera dans un contexte de prise de décisions et d'élaboration de politiques.

Révision du cadre de réglementation entourant les services d'accès haute vitesse de gros

Le 8 mars 2023, le CRTC a lancé une consultation afin d'examiner son cadre actuel entourant les services d'accès haute vitesse (« AHV ») de gros. Le CRTC sollicite des observations sur plusieurs sujets, y compris sur ses points de vue préliminaires selon lesquels i) la fourniture de services AHV de gros groupés devrait être obligatoire; ii) l'accès aux installations par fibre jusqu'aux locaux des abonnés (« FTTP ») devrait être offert pour ces services; et iii) la fourniture d'installations FTTP au moyen des services AHV de gros groupés devrait être obligatoire temporairement et de manière accélérée. Le CRTC sollicite également des observations concernant la question de savoir s'il y a lieu de considérer la réglementation des services de détail pour répondre aux préoccupations concernant la concentration du marché et l'exercice potentiel d'un pouvoir de marché. Parallèlement au lancement de la consultation, le CRTC a déterminé que les tarifs actuels des services AHV de gros groupés devaient être provisoires et a ordonné aux entreprises titulaires de déposer des demandes tarifaires avec de nouvelles propositions de tarifs pour ces services. Le CRTC a également appliqué une réduction tarifaire provisoire immédiate aux tarifs existants qui reflète une diminution de 10 % des tarifs de capacité que les entreprises titulaires peuvent facturer aux concurrents utilisant les services de gros, et ce, jusqu'à ce que les tarifs définitifs révisés soient établis.

Une décision du CRTC qui entraînerait un resserrement de la réglementation sur les services AHV de gros, l'application de tarifs définitifs pour les services AHV de gros groupés nettement inférieurs aux tarifs définitifs établis dans la Décision de télécom 2021-181, ou l'introduction de mesures réglementaires sur les services de détail pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

12. Développements en matière de méthodes comptables

De nouvelles normes, interprétations et modifications aux normes et interprétations ont été publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, mais elles n'ont pas encore été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, à l'exception de celles décrites ci-dessous. Les modifications aux normes suivantes, qui ont été publiées, pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés futurs de la Société.

Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2 – Modifications d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*	En mai 2023, l'IASB a publié *Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2*, qui a modifié IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin d'introduire une exception temporaire aux exigences relatives à la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt différé et à la présentation de l'information à ce sujet selon les règles sur les impôts du Pilier 2, et d'introduire des obligations d'information ciblées pour les entités concernées. Cet allègement entre en vigueur immédiatement dès la publication des modifications et doit être appliqué de façon rétrospective conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, tandis que les obligations d'information ciblées entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023. La Société a appliqué l'exception temporaire de façon rétrospective au cours du troisième trimestre de son exercice 2023. La Société évalue actuellement l'incidence des obligations d'information restantes sur ses états financiers consolidés.
Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et Passifs non courants assortis de clauses restrictives – Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*	En janvier 2020, l'IASB a publié *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (modifications d'IAS 1)* afin d'apporter des précisions sur le critère de classement d'un passif en tant que passif non courant qui porte sur le droit de différer le règlement du passif pour au moins douze mois après la date de clôture. En octobre 2022, l'IASB a publié *Passifs non courants assortis de clauses restrictives (modifications d'IAS 1)* afin d'apporter des précisions sur la façon dont les conditions auxquelles une entité doit se conformer dans les douze mois suivant la date de clôture ont une incidence sur le classement d'un passif. Les modifications exigent également d'une entité qu'elle présente dans les notes annexes de l'information additionnelle qui permet aux parties prenantes de comprendre le risque que les passifs non courants deviennent remboursables dans les douze mois suivant la date de clôture. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.
Informations à fournir sur les méthodes comptables – Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2	En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1 pour exiger que les entités fournissent des informations significatives sur leurs méthodes comptables plutôt que des informations sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur les informations à fournir sur ses méthodes comptables.

13. Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS et les autres mesures financières qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de Cogeco Communications et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de ses unités d'affaires. Cogeco Communications présente également l'information ci-dessous portant sur certaines mesures financières précises, compte non tenu des projets d'expansion du réseau, étant donné qu'elle avait publié des projections financières excluant l'incidence de ces projets sur certains de ses indicateurs de rendement clés.

Les mesures financières présentées sur la base d'un taux de change constant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2023 sont converties au taux de change moyen des périodes correspondantes de l'exercice précédent, soit de 1,2713 $ CA pour 1 $ US et de 1,2660 $ CA pour 1 $ US, respectivement.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS

Les mesures financières qui suivent, et qui sont utilisées par la Société, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Un rapprochement entre ces mesures financières non conformes aux normes IFRS et les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, ou des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure ce rapprochement, sont présentés ci-dessous.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure utilisée par la direction pour évaluer la performance de la Société, excluant l'incidence de la dépréciation des actifs, des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais, du (profit) de la perte lié à une modification de la dette, déduction faite, pour ces éléments, des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société exclut certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure l'incidence de ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.	Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société Ajouter : – dépréciation des actifs, le cas échéant; – frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais; – (profit) perte lié à une modification de la dette, le cas échéant; – incidence fiscale relative aux éléments susmentionnés; – incidence de la participation ne donnant pas le contrôle relative aux éléments susmentionnés.	Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société
Données présentées sur la base d'un taux de change constant et incidence du taux de change	La Société présente certaines mesures financières selon un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de sa performance financière sous-jacente, non faussée par l'incidence des variations des taux de change, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. Les mesures financières présentées sur la base d'un taux de change constant comprennent les projections financières et certaines mesures financières historiques, notamment les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement nettes et les flux de trésorerie disponibles.	Les projections financières présentées sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers attendus libellés en dollars américains aux taux de change de l'exercice précédent. Les mesures financières historiques présentées sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers de la période considérée libellés en dollars américains aux taux de change de la période correspondante de l'exercice précédent. L'incidence du taux de change représente la quantification de cette incidence.	Produits, charges d'exploitation, BAIIA ajusté et dépenses d'investissement nettes. En ce qui a trait aux flux de trésorerie disponibles, se reporter à la définition ci-dessous pour connaître la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS.
Produits internes selon un taux de change constant et BAIIA ajusté selon un taux de change constant	La direction utilise les produits internes selon un taux de change constant et le BAIIA ajusté selon un taux de change constant pour analyser la croissance des produits et du BAIIA ajusté de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change et l'incidence des acquisitions, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction est d'avis que ces mesures sont utilisées par certains investisseurs et analystes pour évaluer la performance de la Société.	Produits selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus) Déduire : – incidence des acquisitions. BAIIA ajusté selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus) Déduire : – incidence des acquisitions.	Produits et BAIIA ajusté

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS
Flux de trésorerie disponibles et flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	Les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont utilisés par la direction pour mesurer la capacité de la Société à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance. La direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent ces mesures pour évaluer les activités de la Société et ses actifs sous-jacents, ainsi que pour évaluer la santé et la performance financières de la Société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents. La Société présente également les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, car ils permettent d'établir une base commune pour comparer l'incidence des dépenses d'investissement nettes avec l'incidence des dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les flux de trésorerie disponibles de la Société. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne veut pas dire qu'elle est non récurrente.	Flux de trésorerie disponibles : – BAIIA ajusté Ajouter : – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – paiement fondé sur des actions; – perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles; et – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations; Déduire : – frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais; – charges financières; – impôts exigibles; – dépenses d'investissement nettes; et – remboursement des obligations locatives. Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau : – flux de trésorerie disponibles Ajouter : – dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	Les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure utilisée par la direction afin d'évaluer les dépenses d'investissement totales de la Société, sans tenir compte des investissements inscrits à l'actif dans des projets d'expansion du réseau, car elle permet d'établir une base commune pour comparer les dépenses d'investissement nettes avec les dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les dépenses d'investissement nettes. Cette mesure sert également au calcul de l'intensité du capital et des flux de trésorerie disponibles en excluant les projets d'expansion du réseau. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne veut pas dire qu'elle est non récurrente.	Dépenses d'investissement nettes Déduire : – dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau.	Acquisitions d'immobilisations corporelles

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS
Liquidités disponibles	La direction utilise les liquidités disponibles pour évaluer la capacité de Cogeco Communications à respecter ses obligations financières et à s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins de capitaux, y compris pour assurer le développement de l'entreprise au moyen d'acquisitions et d'autres occasions de croissance. Les liquidités disponibles sont présentées sur une base consolidée, y compris les liquidités liées à des structures d'emprunt distinctes pour les secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis. La direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer la santé financière de Cogeco Communications.	Trésorerie et équivalents de trésorerie Déduire : – trésorerie avec restrictions d'utilisation; Ajouter : – montants disponibles en vertu des facilités de crédit rotatif.	Trésorerie et équivalents de trésorerie

Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**95 892**	100 250	**305 774**	318 362
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**11 368**	2 263	**20 997**	22 349
Incidence fiscale relative aux éléments susmentionnés	**(2 989)**	(588)	**(5 541)**	(5 744)
Incidence de la participation ne donnant pas le contrôle relative aux éléments susmentionnés	**(445)**	(208)	**(445)**	(3 226)
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	**103 826**	101 717	**320 785**	331 741

Rapprochement des données présentées sur la base d'un taux de change constant et de l'incidence du taux de change

Données consolidées

Pour consulter le rapprochement des produits, des charges d'exploitation et du BAIIA ajusté consolidés selon un taux de change constant et des mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la sous-rubrique 3.1 « Résultats d'exploitation ».

Le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des dépenses d'investissement nettes selon un taux de change constant est présenté ci-dessous. Pour consulter le rapprochement de ces mesures financières déterminées et des mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter aux tableaux de rapprochement précis figurant dans les sous-rubriques ci-après.

	Trimestres clos les 31 mai				Variation	
	2023	Incidence du taux de change	**Données de 2023 selon un taux de change constant**	2022	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Flux de trésorerie disponibles	**104 422**	370	**104 792**	104 795	**(0,4)**	**—**
Dépenses d'investissement nettes	**169 793**	(6 761)	**163 032**	182 181	**(6,8)**	**(10,5)**

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				Variation	
	2023	Incidence du taux de change	**Données de 2023 selon un taux de change constant**	2022	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Flux de trésorerie disponibles	**327 489**	2 353	**329 842**	389 906	**(16,0)**	**(15,4)**
Dépenses d'investissement nettes	**522 889**	(23 439)	**499 450**	465 404	**12,4**	**7,3**

Données sectorielles

Pour consulter le rapprochement des produits, des charges d'exploitation, du BAIIA ajusté et des dépenses d'investissement nettes sectoriels selon un taux de change constant et des mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique 4 « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**284 377**	353 001	**681 579**	921 145
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme[1]	**3 334**	2 926	**9 406**	8 841
Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	**(26 238)**	(54 184)	**107 797**	(44 814)
Impôts sur le résultat payés (recouvrés)	**20 170**	(369)	**89 648**	29 692
Impôts exigibles	**(5 944)**	(16 734)	**(26 359)**	(42 083)
Intérêts payés	**63 335**	48 984	**174 159**	121 137
Charges financières	**(63 385)**	(45 334)	**(181 420)**	(135 268)
Dépenses d'investissement nettes	**(169 793)**	(182 181)	**(522 889)**	(465 404)
Remboursement des obligations locatives	**(1 434)**	(1 314)	**(4 432)**	(3 340)
Flux de trésorerie disponibles	**104 422**	104 795	**327 489**	389 906

(1) Inclus dans les charges financières.

Rapprochement des liquidités disponibles

Pour consulter le rapprochement des liquidités disponibles et de la mesure financière la plus directement comparable conforme aux normes IFRS, se reporter à la sous-rubrique 8.1 « Structure du capital ».

Rapprochement des dépenses d'investissement nettes et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau

Dépenses d'investissement nettes

					Trimestres clos les 31 mai	
					Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2023** **$**	Incidence du taux de change $	**Données de 2023 selon un taux de change constant** **$**	2022 $	**Données réelles** **%**	**Selon un taux de change constant** **%**
Dépenses d'investissement nettes	**169 793**	(6 761)	**163 032**	182 181	**(6,8)**	**(10,5)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**31 831**	(976)	**30 855**	38 659	**(17,7)**	**(20,2)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**137 962**	(5 785)	**132 177**	143 522	**(3,9)**	**(7,9)**

					Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
					Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2023** **$**	Incidence du taux de change $	**Données de 2023 selon un taux de change constant** **$**	2022 $	**Données réelles** **%**	**Selon un taux de change constant** **%**
Dépenses d'investissement nettes	**522 889**	(23 439)	**499 450**	465 404	**12,4**	**7,3**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**139 907**	(5 660)	**134 247**	95 657	**46,3**	**40,3**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**382 982**	(17 779)	**365 203**	369 747	**3,6**	**(1,2)**

Flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 mai					
					Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2023** **$**	Incidence du taux de change $	**Données de 2023 selon un taux de change constant** **$**	2022 $	**Données réelles** **%**	**Selon un taux de change constant** **%**
Flux de trésorerie disponibles	**104 422**	370	**104 792**	104 795	**(0,4)**	**—**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**31 831**	(976)	**30 855**	38 659	**(17,7)**	**(20,2)**
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**136 253**	(606)	**135 647**	143 454	**(5,0)**	**(5,4)**

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai					
					Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**2023** **$**	Incidence du taux de change $	**Données de 2023 selon un taux de change constant** **$**	2022 $	**Données réelles** **%**	**Selon un taux de change constant** **%**
Flux de trésorerie disponibles	**327 489**	2 353	**329 842**	389 906	**(16,0)**	**(15,4)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**139 907**	(5 660)	**134 247**	95 657	**46,3**	**40,3**
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**467 396**	(3 307)	**464 089**	485 563	**(3,7)**	**(4,4)**

Ratios non conformes aux normes IFRS

Les mesures financières qui suivent, et qui sont utilisées par la Société, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul
Bénéfice dilué par action ajusté	Le bénéfice dilué par action ajusté est une mesure utilisée par la direction pour évaluer la performance de la Société, excluant l'incidence des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais, de la dépréciation des actifs, du (profit) de la perte lié à une modification de la dette, déduction faite, pour les éléments susmentionnés, des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice dilué par action ajusté exclut certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure l'incidence de ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.	Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Pour plus de détails sur le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, se reporter à la sous-rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».
Variation selon un taux de change constant	La Société présente les variations de certaines mesures financières selon un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de sa performance financière sous-jacente, non faussée par l'incidence des variations des taux de change, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre.	La variation selon un taux de change constant, exprimée en pourcentage de la variation entre les périodes présentées, est obtenue en convertissant les résultats financiers de la période considérée libellés en dollars américains au moyen des taux de change en vigueur pour la période correspondante de l'exercice précédent.
Croissance des produits internes selon un taux de change constant et croissance du BAIIA ajusté interne selon un taux de change constant	La direction utilise la croissance des produits internes selon un taux de change constant et la croissance du BAIIA ajusté interne selon un taux de change constant pour analyser la croissance des produits et du BAIIA ajusté de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change et l'incidence des acquisitions, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction est d'avis que ces mesures sont utilisées par certains investisseurs et analystes pour évaluer la performance de la Société.	Variation des produits et du BAIIA ajusté selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus), exprimée en pourcentage de la variation entre les périodes présentées, ajustée pour tenir compte de l'incidence des acquisitions.
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau	L'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, est utilisée par la direction pour évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société et pour l'aider à prendre certaines décisions, sans tenir compte des investissements inscrits à l'actif dans des projets d'expansion du réseau, afin de maintenir un certain niveau de produits. La Société présente l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, car elle permet d'établir une base commune pour comparer l'incidence des dépenses d'investissement nettes avec l'incidence des dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur le ratio d'intensité du capital de la Société. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne signifie pas que cette incidence est non récurrente.	Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, divisées par les produits. Les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, se reporter à la sous-rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».
Ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes	La direction est d'avis que certains investisseurs utilisent le ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et le ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes, pour évaluer la santé et la performance financières de la Société en démontrant la viabilité des paiements de dividendes de la Société.	Dividendes déclarés sur les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote pour l'exercice, divisés par les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau. Le ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et le ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS. Pour plus de détails sur les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, se reporter à la sous-rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

Mesures représentant un total des secteurs

Les mesures financières suivantes utilisées par Cogeco Communications sont des mesures représentant un total des secteurs, comme il est présenté à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Un rapprochement entre ces mesures financières déterminées et les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS est présenté ci-dessous.

Mesures financières déterminées	Mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS
BAIIA ajusté	Bénéfice de la période
Dépenses d'investissement nettes	Acquisitions d'immobilisations corporelles

Rapprochement du BAIIA ajusté

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**101 538**	105 406	**326 175**	341 927
Impôts sur le résultat	**19 996**	28 202	**76 642**	78 373
Charges financières	**63 385**	45 334	**181 420**	135 268
Amortissements	**155 041**	166 409	**464 532**	468 071
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**11 368**	2 263	**20 997**	22 349
BAIIA ajusté	**351 328**	347 614	**1 069 766**	1 045 988

Rapprochement des dépenses d'investissement nettes

Pour consulter le rapprochement des dépenses d'investissement nettes et de la mesure financière la plus directement comparable conforme aux normes IFRS, se reporter à la sous-rubrique 6.2 « Activités d'investissement ».

Mesures de gestion du capital

Les mesures financières suivantes utilisées par Cogeco Communications sont des mesures de gestion du capital, comme il est présenté dans les notes annexes.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul
Endettement net	L'endettement net, qui représente la dette après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie non soumis à restrictions disponibles, est une mesure utilisée par la direction et, de l'avis de la direction, par certains investisseurs et analystes, pour évaluer le levier financier de la Société. L'endettement net est une composante du « ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté ».	Dette à long terme avant les escomptes, les coûts de transaction et autres Ajouter : – endettement bancaire Déduire : – trésorerie et équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie avec restrictions d'utilisation.
Ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté	Le ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté est une mesure utilisée par la direction afin d'évaluer le levier financier de la Société ainsi que les décisions relatives à sa structure du capital, notamment au sujet de l'émission de nouveaux titres d'emprunt, et afin d'assurer la gestion du risque lié aux échéances des dettes.	Endettement net divisé par le BAIIA ajusté des douze derniers mois.
Ratio du BAIIA ajusté sur les charges financières	Le ratio du BAIIA ajusté sur les charges financières est une mesure utilisée par la direction et, selon la direction, par certains investisseurs et analystes, pour évaluer la santé financière de la Société et sa capacité à rembourser sa dette.	BAIIA ajusté des douze derniers mois divisé par les charges financières des douze derniers mois.
Endettement à taux fixe	L'endettement à taux fixe est une mesure utilisée par la direction afin d'assurer la surveillance et la gestion de la structure du capital de la Société. La direction est d'avis que cette mesure aide les investisseurs et les analystes à évaluer le levier financier de la Société.	Capital de la dette à long terme à taux fixe divisé par le capital de la dette à long terme.

Mesures financières supplémentaires

Mesures financières déterminées	Calcul
Marge du BAIIA ajusté	BAIIA ajusté divisé par les produits
Intensité du capital	Dépenses d'investissement nettes divisées par les produits

14. Renseignements financiers trimestriels supplémentaires

	Exercice 2023				Exercice 2022			Exercice 2021
Trimestres clos les	**31 mai 2023**	**28 février 2023**	**30 novembre 2022**	31 août 2022	31 mai 2022	28 février 2022[1]	30 novembre 2021[1]	31 août 2021[1]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	**$**	**$**	**$**	$	$	$	$	$
Opérations								
Produits	**741 785**	**736 646**	**762 300**	725 446	728 118	728 549	718 541	632 684
BAIIA ajusté	**351 328**	**351 215**	**367 223**	347 074	347 614	349 087	349 287	290 570
Marge du BAIIA ajusté	**47,4 %**	**47,7 %**	**48,2 %**	47,8 %	47,7 %	47,9 %	48,6 %	45,9 %
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**11 368**	**6 952**	**2 677**	12 593	2 263	1 451	18 635	3 974
Bénéfice de la période	**101 538**	**104 262**	**120 375**	111 829	105 406	119 911	116 610	103 406
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**95 892**	**98 378**	**111 504**	104 937	100 250	111 275	106 837	96 200
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**284 377**	**203 043**	**194 159**	319 137	353 001	281 199	286 945	281 547
Flux de trésorerie disponibles	**104 422**	**117 939**	**105 128**	34 452	104 795	153 000	132 111	71 423
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**189 656**	**172 967**	**234 637**	243 589	197 345	157 873	145 848	179 654
Dépenses d'investissement nettes	**169 793**	**156 125**	**196 971**	223 509	182 181	142 195	141 028	175 180
Intensité du capital	**22,9 %**	**21,2 %**	**25,8 %**	30,8 %	25,0 %	19,5 %	19,6 %	27,7 %
Données par action[2]								
Bénéfice par action								
De base	**2,17**	**2,21**	**2,45**	2,29	2,17	2,40	2,29	2,05
Dilué	**2,16**	**2,19**	**2,44**	2,28	2,16	2,38	2,27	2,03
Dividendes par action	**0,776**	**0,776**	**0,776**	0,705	0,705	0,705	0,705	0,64

(1) Les chiffres comparatifs ont été retraités à la suite de l'application de la décision de l'IFRS Interpretations Committee intitulée *Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers* (IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*) au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Développements en matière de méthodes comptables » des états financiers consolidés annuels de 2022 de la Société.

(2) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

14.1 Saisonnalité

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes.

cogeco COMMUNICATIONS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2023

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT NET
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	Notes	**2023**	2022	**2023**	2022
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		**$**	$	**$**	$
Produits	*3*	**741 785**	728 118	**2 240 731**	2 175 208
Charges d'exploitation	*6*	**386 373**	374 930	**1 156 081**	1 112 495
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	*16*	**4 084**	5 574	**14 884**	16 725
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	*7*	**11 368**	2 263	**20 997**	22 349
Amortissements		**155 041**	166 409	**464 532**	468 071
Charges financières	*8*	**63 385**	45 334	**181 420**	135 268
Bénéfice avant impôts sur le résultat		**121 534**	133 608	**402 817**	420 300
Impôts sur le résultat	*9*	**19 996**	28 202	**76 642**	78 373
Bénéfice de la période		**101 538**	105 406	**326 175**	341 927
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		**95 892**	100 250	**305 774**	318 362
Participations ne donnant pas le contrôle		**5 646**	5 156	**20 401**	23 565
		101 538	105 406	**326 175**	341 927
Bénéfice par action					
De base	*10*	**2,17**	2,17	**6,83**	6,87
Dilué	*10*	**2,16**	2,16	**6,80**	6,81

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**101 538**	105 406	**326 175**	341 927
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**(29 546)**	56 255	**4 415**	105 094
Impôts sur le résultat connexes	**7 830**	(14 908)	**(1 169)**	(27 850)
	(21 716)	41 347	**3 246**	77 244
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(940)**	(8 237)	**82 290**	4 895
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**234**	1 950	**(19 189)**	(1 209)
Impôts sur le résultat connexes	**17**	—	**(67)**	(23)
	(689)	(6 287)	**63 034**	3 663
	(22 405)	35 060	**66 280**	80 907
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	**477**	5 130	**1 811**	8 220
Impôts sur le résultat connexes	**(126)**	(1 359)	**(480)**	(2 178)
	351	3 771	**1 331**	6 042
	(22 054)	38 831	**67 611**	86 949
Résultat global de la période	**79 484**	144 237	**393 786**	428 876
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	**74 027**	140 744	**356 710**	404 329
Participations ne donnant pas le contrôle	**5 457**	3 493	**37 076**	24 547
	79 484	144 237	**393 786**	428 876

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
(en milliers de dollars canadiens)	Capital social $	Réserve au titre de paiements fondés sur des actions $	Cumul des autres éléments du résultat global $	Bénéfices non distribués $	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle $	Total des capitaux propres $
	(note 12)		*(note 13)*			
Solde au 31 août 2021	958 251	16 889	(17 994)	1 457 998	391 183	2 806 327
Bénéfice de la période	—	—	—	318 362	23 565	341 927
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	79 925	6 042	982	86 949
Résultat global de la période	—	—	79 925	324 404	24 547	428 876
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	4 058	—	—	—	—	4 058
Paiement fondé sur des actions (notes 12 C) et 16)	—	5 663	—	—	—	5 663
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	694	(694)	—	—	—	—
Dividendes (note 12 B))	—	—	—	(97 753)	—	(97 753)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(21 312)	—	—	(57 993)	—	(79 305)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(4 865)	—	—	—	—	(4 865)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	4 401	(3 325)	—	(1 076)	—	—
Total (des distributions aux) des apports des actionnaires	(17 024)	1 644	—	(156 822)	—	(172 202)
Solde au 31 mai 2022	941 227	18 533	61 931	1 625 580	415 730	3 063 001
Solde au 31 août 2022	**930 974**	**19 965**	**129 606**	**1 670 535**	**438 051**	**3 189 131**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**305 774**	**20 401**	**326 175**
Autres éléments du résultat global de la période	**—**	**—**	**49 605**	**1 331**	**16 675**	**67 611**
Résultat global de la période	**—**	**—**	**49 605**	**307 105**	**37 076**	**393 786**
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	**3 657**	**—**	**—**	**—**	**—**	**3 657**
Paiement fondé sur des actions (notes 12 C) et 16)	**—**	**5 121**	**—**	**—**	**—**	**5 121**
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	**718**	**(718)**	**—**	**—**	**—**	**—**
Dividendes (note 12 B))	**—**	**—**	**—**	**(103 672)**	**—**	**(103 672)**
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	**(38 294)**	**—**	**—**	**(62 739)**	**—**	**(101 033)**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**(5 889)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(5 889)**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**5 114**	**(6 091)**	**—**	**977**	**—**	**—**
Total des distributions aux actionnaires	**(34 694)**	**(1 688)**	**—**	**(165 434)**	**—**	**(201 816)**
Solde au 31 mai 2023	**896 280**	**18 277**	**179 211**	**1 812 206**	**475 127**	**3 381 101**

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	*Notes*	**31 mai 2023 $**	31 août 2022 $
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	*14 D)*	**364 857**	370 899
Créances clients et autres débiteurs		**122 606**	108 444
Impôts sur le résultat à recevoir		**31 005**	6 501
Charges payées d'avance et autres		**44 673**	39 234
Instruments financiers dérivés		**11 064**	2 932
		574 205	528 010
Actifs non courants			
Autres actifs		**86 283**	66 971
Immobilisations corporelles		**3 201 282**	3 027 640
Immobilisations incorporelles		**3 689 007**	3 571 221
Goodwill		**2 127 536**	1 982 498
Instruments financiers dérivés		**93 529**	95 537
Actifs d'impôts différés		**4 928**	6 632
		9 776 770	9 278 509
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		**22 313**	8 633
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		**310 244**	380 461
Provisions		**32 604**	26 584
Passifs d'impôts sur le résultat		**415**	39 252
Passifs sur contrat et autres passifs		**59 721**	63 958
Subventions gouvernementales reçues d'avance		**58 037**	127 851
Instruments financiers dérivés		**924**	1 285
Tranche courante de la dette à long terme	*11*	**41 489**	339 096
		525 747	987 120
Passifs non courants			
Dette à long terme	*11*	**5 038 941**	4 334 373
Passifs sur contrat et autres passifs		**8 190**	8 960
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		**5 219**	6 242
Passifs d'impôts différés		**817 572**	752 683
		6 395 669	6 089 378
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	*12 A)*	**896 280**	930 974
Réserve au titre de paiements fondés sur des actions		**18 277**	19 965
Cumul des autres éléments du résultat global	*13*	**179 211**	129 606
Bénéfices non distribués		**1 812 206**	1 670 535
		2 905 974	2 751 080
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		**475 127**	438 051
		3 381 101	3 189 131
		9 776 770	9 278 509

Éventualités (note 17)

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	*Notes*	Trimestres clos les 31 mai **2023** **$**	Trimestres clos les 31 mai 2022 $	Périodes de neuf mois closes les 31 mai **2023** **$**	Périodes de neuf mois closes les 31 mai 2022 $
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période		**101 538**	105 406	**326 175**	341 927
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Amortissements		**155 041**	166 409	**464 532**	468 071
Charges financières	*8*	**63 385**	45 334	**181 420**	135 268
Impôts sur le résultat	*9*	**19 996**	28 202	**76 642**	78 373
Paiement fondé sur des actions		**1 671**	2 162	**4 606**	5 672
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		**(186)**	(301)	**(426)**	(1 450)
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		**199**	220	**234**	(701)
		341 644	347 432	**1 053 183**	1 027 160
Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	*14 A)*	**26 238**	54 184	**(107 797)**	44 814
Intérêts payés		**(63 335)**	(48 984)	**(174 159)**	(121 137)
Impôts sur le résultat (payés) recouvrés		**(20 170)**	369	**(89 648)**	(29 692)
		284 377	353 001	**681 579**	921 145
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles		**(189 656)**	(197 345)	**(597 260)**	(501 066)
Acquisition de licences de spectre		**(60 000)**	—	**(60 000)**	(236 073)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	*5*	**(99 141)**	—	**(99 141)**	(1 427 658)
Subventions reçues d'avance		**4 189**	—	**4 552**	—
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		**981**	13	**1 614**	26
		(343 627)	(197 332)	**(750 235)**	(2 164 771)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation de l'endettement bancaire		**22 313**	13 795	**13 680**	9 335
Augmentation (diminution) nette des facilités de crédit rotatif		**391 019**	(60 283)	**280 835**	(144 053)
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction		**—**	—	**298 056**	1 611 303
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit		**(308 822)**	(8 221)	**(326 448)**	(219 055)
Remboursement des obligations locatives		**(1 434)**	(1 314)	**(4 432)**	(3 340)
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises		**—**	(3 162)	**—**	(3 162)
Augmentation des coûts de transaction différés		**—**	—	**(338)**	(675)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	*12 A)*	**2 220**	3 836	**3 657**	4 058
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	*12 A)*	**—**	(30 556)	**(101 033)**	(79 305)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	*12 A)*	**—**	—	**(5 889)**	(4 865)
Dividendes versés	*12 B)*	**(34 296)**	(32 377)	**(103 672)**	(97 753)
		71 000	(118 282)	**54 416**	1 072 488
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère		**56**	(905)	**8 198**	(206)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**11 806**	36 482	**(6 042)**	(171 344)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		**353 051**	341 228	**370 899**	549 054
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	*14 D)*	**364 857**	377 710	**364 857**	377 710

1. Nature des activités

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de télécommunications qui exerce ses activités par l'intermédiaire de ses unités d'affaires Cogeco Connexion et Breezeline. Cogeco Communications fournit des services Internet, de vidéo et de téléphonie dans les provinces du Québec et de l'Ontario ainsi que dans treize États des États-Unis.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détenait 35,3 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2023, représentant 84,5 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ». Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3301, Montréal (Québec) H3B 3N2.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la saisonnalité soit un facteur significatif sur le plan de ses résultats trimestriels.

2. Base d'établissement et développements en matière de méthodes comptables

A) Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), ils ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société et l'autorisation de publication a été donnée le 13 juillet 2023. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles suivies par la Société dans ses états financiers consolidés annuels de 2022. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de 2022 de la Société. Certains montants comparatifs présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle des états financiers consolidés de l'exercice 2023.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, sauf indication contraire.

B) Développements en matière de méthodes comptables

De nouvelles normes, interprétations et modifications aux normes et interprétations ont été publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, mais elles n'ont pas encore été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, sauf indication contraire ci-après. Les modifications aux normes suivantes, qui ont été publiées, pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés futurs de la Société.

Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2 – Modifications d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*	En mai 2023, l'IASB a publié *Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2*, qui a modifié IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin d'introduire une exception temporaire aux exigences relatives à la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt différé et à la présentation de l'information à ce sujet selon les règles sur les impôts du Pilier 2, et d'introduire des obligations d'information ciblées pour les entités concernées. Cet allégement entre en vigueur immédiatement dès la publication des modifications et doit être appliqué de façon rétrospective conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, tandis que les obligations d'information ciblées entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023. La Société a appliqué l'exception temporaire de façon rétrospective au cours du troisième trimestre de son exercice 2023. La Société évalue actuellement l'incidence des obligations d'information restantes sur ses états financiers consolidés.
Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et Passifs non courants assortis de clauses restrictives – Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*	En janvier 2020, l'IASB a publié *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (modifications d'IAS 1)* afin d'apporter des précisions sur le critère de classement d'un passif en tant que passif non courant qui porte sur le droit de différer le règlement du passif pour au moins douze mois après la date de clôture. En octobre 2022, l'IASB a publié *Passifs non courants assortis de clauses restrictives (modifications d'IAS 1)* afin d'apporter des précisions sur la façon dont les conditions auxquelles une entité doit se conformer dans les douze mois suivant la date de clôture ont une incidence sur le classement d'un passif. Les modifications exigent également d'une entité qu'elle présente dans les notes annexes de l'information additionnelle qui permet aux parties prenantes de comprendre le risque que les passifs non courants deviennent remboursables dans les douze mois suivant la date de clôture. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.
Informations à fournir sur les méthodes comptables – Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2	En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1 pour exiger que les entités fournissent des informations significatives sur leurs méthodes comptables plutôt que des informations sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur les informations à fournir sur ses méthodes comptables.

3. Produits

Trimestres clos les 31 mai

	Secteur des télécommunications au Canada		Secteur des télécommunications aux États-Unis		Données consolidées	
	2023	2022	**2023**	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$	**$**	$
Services résidentiels[1][2][3]	**313 303**	301 771	**320 133**	320 525	**633 436**	622 296
Services commerciaux[3]	**43 782**	44 321	**44 384**	41 022	**88 166**	85 343
Autres[2]	**16 658**	15 980	**3 525**	4 499	**20 183**	20 479
	373 743	362 072	**368 042**	366 046	**741 785**	728 118

Périodes de neuf mois closes les 31 mai

	Secteur des télécommunications au Canada		Secteur des télécommunications aux États-Unis		Données consolidées	
	2023	2022	**2023**	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$	**$**	$
Services résidentiels[1][2][3]	**932 885**	901 223	**975 323**	959 117	**1 908 208**	1 860 340
Services commerciaux[3]	**130 377**	130 256	**133 406**	122 182	**263 783**	252 438
Autres[2]	**50 899**	47 963	**17 841**	14 467	**68 740**	62 430
	1 114 161	1 079 442	**1 126 570**	1 095 766	**2 240 731**	2 175 208

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros.

(2) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, la Société a modifié sa définition des clients du service Internet afin de la rendre conforme aux pratiques du secteur. La définition précédente incluait également les clients des services Internet de gros, maintenant présentés au poste Autres. Conformément à la nouvelle définition, les clients du service Internet comprennent uniquement les clients dont le service Internet est installé, exploité et facturé directement par la Société. La modification a été appliquée aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

(3) Au cours du premier trimestre de l'exercice 2023, la Société a modifié la présentation des produits relativement à certains comptes de gros, qui sont passés des services résidentiels aux services commerciaux. La modification a été appliquée aux chiffres comparatifs de façon rétrospective. Par conséquent, des reclassements des produits de 3,9 millions $ et de 11,6 millions $ ont été reflétés pour le trimestre et la période de neuf mois de l'exercice 2022, respectivement. Le montant total des reclassements des produits s'est chiffré à 15,7 millions $ pour l'exercice 2022.

4. Information sectorielle

Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance. La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon le BAIIA ajusté, qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	Trimestre clos le 31 mai 2023			
	Secteur des télécommunications au Canada	**Secteur des télécommunications aux États-Unis**	**Activités du siège social et éliminations**	**Données consolidées**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits	**373 743**	**368 042**	**—**	**741 785**
Charges d'exploitation	**177 794**	**197 273**	**11 306**	**386 373**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**4 084**	**4 084**
BAIIA ajusté	**195 949**	**170 769**	**(15 390)**	**351 328**
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				**11 368**
Amortissements				**155 041**
Charges financières				**63 385**
Bénéfice avant impôts sur le résultat				**121 534**
Impôts sur le résultat				**19 996**
Bénéfice de la période				**101 538**
Dépenses d'investissement nettes[1]	**84 415**	**82 923**	**2 455**	**169 793**
Acquisition de licences de spectre	**60 000**	**—**	**—**	**60 000**

	Trimestre clos le 31 mai 2022			
	Secteur des télécommunications au Canada	Secteur des télécommunications aux États-Unis	Activités du siège social et éliminations	Données consolidées
	$	$	$	$
Produits	362 072	366 046	—	728 118
Charges d'exploitation	166 082	199 977	8 871	374 930
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	5 574	5 574
BAIIA ajusté	195 990	166 069	(14 445)	347 614
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				2 263
Amortissements				166 409
Charges financières				45 334
Bénéfice avant impôts sur le résultat				133 608
Impôts sur le résultat				28 202
Bénéfice de la période				105 406
Dépenses d'investissement nettes[1]	100 730	81 424	27	182 181

	Période de neuf mois close le 31 mai 2023			
	Secteur des télécommunications au Canada	**Secteur des télécommunications aux États-Unis**	**Activités du siège social et éliminations**	**Données consolidées**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits	**1 114 161**	**1 126 570**	**—**	**2 240 731**
Charges d'exploitation	**521 534**	**607 237**	**27 310**	**1 156 081**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**14 884**	**14 884**
BAIIA ajusté	**592 627**	**519 333**	**(42 194)**	**1 069 766**
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				**20 997**
Amortissements				**464 532**
Charges financières				**181 420**
Bénéfice avant impôts sur le résultat				**402 817**
Impôts sur le résultat				**76 642**
Bénéfice de la période				**326 175**
Dépenses d'investissement nettes[1]	**281 036**	**236 422**	**5 431**	**522 889**
Acquisition de licences de spectre	**60 000**	**—**	**—**	**60 000**

	Période de neuf mois close le 31 mai 2022			
	Secteur des télécommunications au Canada	Secteur des télécommunications aux États-Unis	Activités du siège social et éliminations	Données consolidées
	$	$	$	$
Produits	1 079 442	1 095 766	—	2 175 208
Charges d'exploitation	502 575	584 143	25 777	1 112 495
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	16 725	16 725
BAIIA ajusté	576 867	511 623	(42 502)	1 045 988
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				22 349
Amortissements				468 071
Charges financières				135 268
Bénéfice avant impôts sur le résultat				420 300
Impôts sur le résultat				78 373
Bénéfice de la période				341 927
Dépenses d'investissement nettes[1]	235 964	227 829	1 611	465 404
Acquisition de licences de spectre	236 073	—	—	236 073

(1) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend les subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles. Se reporter à la note 14 B) pour un rapprochement des dépenses d'investissement nettes et des paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

5. Regroupements d'entreprises

Exercice 2023

Acquisition des activités de télécommunications d'oxio

Le 3 mars 2023, Cogeco Connexion, la filiale de la Société, a conclu l'acquisition des activités de télécommunications d'oxio, qui sert des clients au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest, pour un prix d'achat de 100 millions $, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. Avec cette acquisition, Cogeco Connexion peut maintenant compter sur une deuxième marque pour répondre aux besoins en télécommunications des Canadiens et Canadiennes.

La Société évalue actuellement la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, mais le processus d'évaluation de certains actifs reste à être finalisé. La répartition préliminaire du prix d'achat était fondée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition. La Société présentera sous sa forme définitive la répartition du prix d'achat d'ici la fin de l'exercice.

Le tableau suivant présente la répartition préliminaire du prix d'achat fondée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

	Au 31 mai 2023 Répartition préliminaire $
Prix d'achat	
Prix d'achat de base	100 000
Ajustements préliminaires du fonds de roulement	(859)
	99 141
Actifs nets acquis	
Actifs courants	752
Immobilisations corporelles	9 616
Immobilisations incorporelles	16 400
Goodwill	76 275
Passifs courants	(3 902)
	99 141

Le montant du goodwill, qui devrait être déductible aux fins de l'impôt, est surtout attribuable à la croissance prévue dans les services résidentiels et commerciaux, ainsi qu'à l'expertise de la main-d'œuvre. Étant donné que la transaction a été conclue par l'achat d'actifs, le goodwill est également attribuable à la réalisation des avantages d'impôts prévus.

L'information financière relative à cette acquisition n'a pas d'incidence significative sur les résultats financiers consolidés de la Société et, par conséquent, elle n'a pas été présentée.

Exercice 2022

Acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio

Le 1er septembre 2021, Breezeline a conclu l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest, Inc. en Ohio (les « systèmes de câblodistribution en Ohio ») pour un prix d'achat de 1,418 milliard $ (1,125 milliard $ US), sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue au moyen d'une convention d'achat d'actifs. Le prix d'achat et les coûts de transaction ont été financés par l'émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang de 900 millions $ US, lequel arrivera à échéance en septembre 2028, et par les fonds en caisse excédentaires. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat.

6. Charges d'exploitation

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**123 755**	111 114	**366 607**	323 915
Coûts de prestations de service	**198 113**	197 126	**597 391**	594 182
Coûts liés aux clients	**28 870**	31 263	**85 758**	89 081
Autres achats externes	**35 635**	35 427	**106 325**	105 317
	386 373	374 930	**1 156 081**	1 112 495

7. Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Frais d'acquisition et d'intégration	**5 363**	2 063	**7 344**	22 149
Frais de restructuration	**321**	200	**1 137**	200
Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique	**2 338**	—	**4 056**	—
Coûts liés aux litiges et aux décisions réglementaires	**3 346**	—	**8 460**	—
	11 368	2 263	**20 997**	22 349

8. Charges financières

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**66 933**	44 942	**185 095**	132 599
Intérêts sur les obligations locatives	**419**	244	**1 247**	878
(Profit net) perte nette de change	**(963)**	150	**1 620**	99
Amortissement des coûts de transaction différés liés aux facilités de crédit rotatif	**170**	140	**504**	498
Produits d'intérêts	**(3 483)**	(197)	**(7 576)**	(807)
Autres	**309**	55	**530**	2 001
	63 385	45 334	**181 420**	135 268

9. Impôts sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Exigibles	**5 944**	16 734	**26 359**	42 083
Différés	**14 052**	11 468	**50 283**	36 290
	19 996	28 202	**76 642**	78 373

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux prévus par la loi du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**121 534**	133 608	**402 817**	420 300
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %	**26,5 %**	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**32 207**	35 406	**106 747**	111 380
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**(188)**	207	**(173)**	163
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**160**	114	**1 164**	203
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(12 177)**	(7 579)	**(32 911)**	(21 348)
Autres[1]	**(6)**	54	**1 815**	(12 025)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**19 996**	28 202	**76 642**	78 373
Taux d'impôt effectif	**16,5 %**	21,1 %	**19,0 %**	18,6 %

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2022, se rapporte principalement à la réduction du taux d'imposition étatique combiné appliqué aux différences fiscales temporaires aux États-Unis à la suite de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio au premier trimestre de l'exercice 2022.

10. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente les composantes utilisées dans le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**95 892**	100 250	**305 774**	318 362
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**44 261 280**	46 118 202	**44 780 871**	46 361 463
Incidence des options sur actions dilutives[1]	**10 788**	196 872	**32 651**	201 025
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**72 370**	76 855	**74 088**	74 331
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	**100 231**	96 263	**99 373**	95 194
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**44 444 669**	46 488 192	**44 986 983**	46 732 013

(1) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2023, 812 030 et 538 410 options sur actions, respectivement, (180 645 pour les deux périodes en 2022) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

11. Dette à long terme

	31 mai 2023	31 août 2022
	$	$
Billets, débentures et facilités de crédit	**5 036 730**	4 629 842
Obligations locatives	**43 700**	43 627
	5 080 430	4 673 469
Moins : tranche courante	**41 489**	339 096
	5 038 941	4 334 373

A) Billets, débentures et facilités de crédit

	Échéance	Taux d'intérêt	31 mai 2023	31 août 2022
		%	$	$
Société				
Facilité de crédit à terme rotatif				
Emprunt renouvelable – 287 millions $ US (81 millions $ US au 31 août 2022)	Janvier 2028	6,42 [1][2]	**390 406**	106 199
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions $ US	Septembre 2024	4,14	**33 985**	32 742
Série B – 150 millions $ US	Septembre 2026	4,29	**203 754**	196 313
Billets garantis de premier rang – 215 millions $ US	Juin 2025	4,30	**292 140**	281 450
Billets garantis de premier rang – série 1	Septembre 2031	2,99	**497 213**	496 993
Billets garantis de premier rang – série 2	Février 2033	5,30	**298 100**	—
Débentures garanties de premier rang, série 4	—	—	**—**	299 730
Facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang	Novembre 2042	—	**—**	—
Filiales américaines				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang				
Tranche 1 – 1 580 millions $ US (1 592,8 millions $ US au 31 août 2022)	Janvier 2025	7,25 [1][3]	**2 128 847**	2 060 614
Tranche 2 – 888,8 millions $ US (895,5 millions $ US au 31 août 2022)	Septembre 2028	7,77 [1][4]	**1 192 285**	1 155 801
Facilité de crédit rotatif garantie de premier rang	Juillet 2024	—	**—**	—
			5 036 730	4 629 842
Moins : tranche courante			**35 368**	333 818
			5 001 362	4 296 024

(1) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.

(2) Un montant de 287 millions $ US prélevé sur la facilité de crédit à terme rotatif de la Société a été couvert jusqu'au 30 juin 2023, au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 387,9 millions $ et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 5,77 %.

(3) En date du 31 mai 2023, une filiale américaine avait des conventions de swaps de taux d'intérêt existantes visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 540 millions $ US au titre de la tranche 1 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR à des taux fixes allant de 2,01 % à 2,21 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 31 janvier 2024 et le 30 novembre 2024. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la tranche 1 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 6,20 %.

(4) En date du 31 mai 2023, une filiale américaine avait des conventions de swaps de taux d'intérêt existantes visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 800 millions $ US au titre de la tranche 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR, ou le taux SOFR plancher de 39 points de base s'il est plus élevé, à des taux fixes allant de 1,17 % à 1,44 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 31 octobre 2025 et le 31 juillet 2027. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la tranche 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 4,28 %.

Facilité de crédit à terme rotatif

Le 21 décembre 2022, Cogeco Communications a modifié sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $ pour en proroger la date d'échéance d'une année, soit jusqu'au 24 janvier 2028. Également dans le cadre de cette modification, le Secured Overnight Financing Rate (« SOFR ») a remplacé le taux LIBOR en dollars américains comme taux d'intérêt de référence.

Débentures garanties de premier rang, série 4

À l'échéance, le 26 mai 2023, Cogeco Communications a remboursé ses débentures garanties de premier rang, série 4.

Billets garantis de premier rang – série 2

En février 2023, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets garantis de premier rang, série 2, d'un montant de 300 millions $ et arrivant à échéance le 16 février 2033. Les billets garantis de premier rang sont des titres de créance directs et non subordonnés garantis de Cogeco Communications et sont de rang égal par rapport à toutes les autres créances de premier rang garanties de Cogeco Communications.

Facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang

En décembre 2022, Cogeco Communications a conclu avec la Banque de l'infrastructure du Canada une facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang de 20 ans d'un montant en capital total d'un maximum de 38,1 millions $. La facilité de crédit ne peut être utilisée que pour financer les projets d'expansion du réseau entrepris dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario. Au 31 mai 2023, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité.

Facilité de crédit de premier rang

Le 25 mai 2023, les facilités de crédit de premier rang ont été modifiées afin de remplacer le LIBOR en dollars américains par le SOFR, à titre de taux d'intérêt de référence. Les dérivés de taux d'intérêt liés aux tranches 1 et 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang ont également été remplacés par des dérivés de taux d'intérêt essentiellement semblables, faisant référence au SOFR. La Société a appliqué les mesures de simplification de la réforme des taux d'intérêt de référence, qui lui permettent de maintenir les relations de couverture.

B) Autres informations

Taux d'intérêt moyen pondéré et durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance

Au 31 mai 2023, le taux d'intérêt moyen pondéré de l'ensemble de la dette de la Société, exclusion faite de l'amortissement des coûts de transaction différés et des commissions d'engagement, mais incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt, s'établissait à 5,1 %. La durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance de la dette globale était de 3,9 ans.

Cautionnements de bonne exécution et de paiement

Au 31 mai 2023, les cautionnements de bonne exécution et de paiement en cours de la Société se chiffraient à 157,9 millions $ et avaient été émis conformément aux règles établies par Infrastructure Ontario, dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario.

12. Capital social

A) Émis et payé

	31 mai 2023	31 août 2022
	$	$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	**98 346**	98 346
28 793 378 actions subalternes à droit de vote (30 081 467 au 31 août 2022)	**814 345**	848 264
	912 691	946 610
83 269 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (77 367 au 31 août 2022)	**(6 966)**	(7 020)
115 032 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (94 216 au 31 août 2022)	**(9 445)**	(8 616)
	896 280	930 974

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2022	**30 081 467**	**848 264**
Actions émises contre trésorerie en vertu du régime d'options sur actions	**69 279**	**3 657**
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	**—**	**718**
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	**(1 357 368)**	**(38 294)**
Solde au 31 mai 2023	**28 793 378**	**814 345**

Programmes de rachat d'actions subalternes à droit de vote

	Date de début	Date d'expiration	Nombre maximal d'actions subalternes à droit de vote pouvant être rachetées	Nombre d'actions rachetées au 31 mai 2023
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») de 2023	4 mai 2023	3 mai 2024	1 776 125	—
OPRCNA de 2022	4 mai 2022	3 mai 2023	1 960 905	1 825 168
OPRCNA de 2021	4 mai 2021	3 mai 2022	2 068 000	958 125

Le tableau suivant présente les rachats en vertu de l'OPRCNA pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 mai 2023 et 2022.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Actions subalternes à droit de vote rachetées et annulées	**—**	294 800	**1 357 368**	758 225
Prix de rachat moyen pondéré par action	**—**	103,65	**74,43**	104,59
Coûts liés au rachat	**—**	30 556	**101 033**	79 305

Actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2023, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives et du régime d'unités d'actions liées au rendement se sont établies comme suit :

	Régime d'unités d'actions incitatives		Régime d'unités d'actions liées au rendement	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
		$		**$**
Solde au 31 août 2022	**77 367**	**7 020**	**94 216**	**8 616**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**30 590**	**2 165**	**52 612**	**3 724**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(24 688)**	**(2 219)**	**(31 796)**	**(2 895)**
Solde au 31 mai 2023	**83 269**	**6 966**	**115 032**	**9 445**

B) Dividendes

Les tableaux suivants présentent un sommaire des dividendes déclarés pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote de la Société au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 mai 2023 et 2022.

Date de déclaration	**Date d'inscription**	**Date de versement**	**Dividende par action (en dollars)**
27 octobre 2022	**10 novembre 2022**	**24 novembre 2022**	**0,776**
12 janvier 2023	**26 janvier 2023**	**9 février 2023**	**0,776**
13 avril 2023	**27 avril 2023**	**11 mai 2023**	**0,776**
			2,328
11 novembre 2021	25 novembre 2021	9 décembre 2021	0,705
13 janvier 2022	27 janvier 2022	10 février 2022	0,705
13 avril 2022	27 avril 2022	11 mai 2022	0,705
			2,115

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**12 176**	11 063	**36 529**	33 187
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**22 120**	21 314	**67 143**	64 566
	34 296	32 377	**103 672**	97 753

Au cours de sa réunion du 13 juillet 2023, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,776 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 août 2023 aux actionnaires inscrits en date du 27 juillet 2023.

C) Régimes de paiement fondé sur des actions

Le tableau suivant présente la charge de rémunération comptabilisée relativement aux régimes de paiement fondé sur des actions de la Société.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Options sur actions	**226**	266	**610**	717
Unités d'actions incitatives	**532**	667	**1 580**	1 786
Unités d'actions liées au rendement	**453**	541	**1 431**	1 366
Unités d'actions différées	**(64)**	165	**(415)**	110
	1 147	1 639	**3 206**	3 979

Options sur actions

Les variations du nombre d'options sur actions en circulation pour la période de neuf mois close le 31 mai 2023 se sont établies comme suit :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$
En circulation au 31 août 2022	**874 165**	**86,52**
Attribuées	**151 028**	**69,48**
Exercées[1]	**(69 279)**	**52,78**
Annulées	**(36 144)**	**95,28**
En circulation au 31 mai 2023	**919 770**	**85,92**
Pouvant être exercées au 31 mai 2023	**495 556**	**83,17**

(1) Pour les options exercées pendant la période de neuf mois, le prix moyen pondéré de l'action était de 52,78 $.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2023 était de 11,69 $ l'option. La juste valeur des options attribuées a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	**4,33**
Volatilité attendue	**25,67**
Taux d'intérêt sans risque	**3,39**
Durée prévue (en années)	**5,1**

Unités d'actions incitatives, unités d'actions liées au rendement et unités d'actions différées

Les variations du nombre d'unités d'actions incitatives, d'unités d'actions liées au rendement et d'unités d'actions différées en circulation pour la période de neuf mois close le 31 mai 2023 se sont établies comme suit :

	Unités d'actions incitatives	Unités d'actions liées au rendement	Unités d'actions différées
En circulation au 31 août 2022	**75 375**	**94 589**	**72 166**
Attribuées/émises[1][2][3]	**28 652**	**40 100**	**14 482**
Unités supplémentaires attribuées, liées au rendement	**—**	**2 242**	**—**
Distribuées/rachetées	**(24 688)**	**(31 796)**	**—**
Annulées	**(6 972)**	**(7 228)**	**—**
Équivalents de dividendes	**—**	**3 415**	**2 830**
En circulation au 31 mai 2023	**72 367**	**101 322**	**89 478**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions incitatives attribuées au cours de la période de neuf mois était de 69,37 $.

(2) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions liées au rendement attribuées au cours de la période de neuf mois était de 69,45 $.

(3) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions différées émises au cours de la période de neuf mois était de 76,50 $.

13. Cumul des autres éléments du résultat global

	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Écart de change	Total
	$	$	$
Solde au 31 août 2021	(30 870)	12 876	(17 994)
Autres éléments du résultat global	77 244	2 681	79 925
Solde au 31 mai 2022	46 374	15 557	61 931
Solde au 31 août 2022	**71 315**	**58 291**	**129 606**
Autres éléments du résultat global	**3 246**	**46 359**	**49 605**
Solde au 31 mai 2023	**74 561**	**104 650**	**179 211**

14. Information supplémentaire sur les flux de trésorerie

A) Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Créances clients et autres débiteurs	**20 127**	10 596	**(9 315)**	(13 963)
Charges payées d'avance et autres	**9 135**	2 153	**(4 703)**	26
Autres actifs	**(6 644)**	(721)	**(16 784)**	(5 915)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**4 604**	40 717	**(74 059)**	61 992
Provisions	**2 952**	2 574	**5 186**	5 632
Passifs sur contrat et autres passifs	**(3 936)**	(1 135)	**(8 122)**	(2 958)
	26 238	54 184	**(107 797)**	44 814

B) Acquisitions d'immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans la section portant sur les investissements des tableaux consolidés des flux de trésorerie et les dépenses d'investissement nettes présentées à la note 4.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**189 656**	197 345	**597 260**	501 066
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période	**(19 863)**	(15 164)	**(74 371)**	(35 662)
Dépenses d'investissement nettes	**169 793**	182 181	**522 889**	465 404

C) Variations des passifs issus des activités de financement

Période de neuf mois close le 31 mai 2023	Endettement bancaire	Dette à long terme: Billets, débentures et facilités de crédit	Dette à long terme: Obligations locatives	Total
	$	$	$	$
Solde au 31 août 2022	**8 633**	**4 629 842**	**43 627**	**4 682 102**
Augmentation de l'endettement bancaire	**13 680**	**—**	**—**	**13 680**
Augmentation nette des facilités de crédit rotatif	**—**	**280 835**	**—**	**280 835**
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	**—**	**298 056**	**—**	**298 056**
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit	**—**	**(326 448)**	**—**	**(326 448)**
Remboursement des obligations locatives	**—**	**—**	**(4 432)**	**(4 432)**
Total des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement, excluant les capitaux propres	**13 680**	**252 443**	**(4 432)**	**261 691**
Intérêts payés sur les obligations locatives	**—**	**—**	**(1 244)**	**(1 244)**
Total des variations des flux de trésorerie	**13 680**	**252 443**	**(5 676)**	**260 447**
Incidence des variations des taux de change	**—**	**143 275**	**538**	**143 813**
Amortissement des escomptes, des coûts de transaction et autres	**—**	**11 170**	**—**	**11 170**
Augmentation nette des obligations locatives	**—**	**—**	**5 211**	**5 211**
Total des variations sans effet sur la trésorerie	**—**	**154 445**	**5 749**	**160 194**
Solde au 31 mai 2023	**22 313**	**5 036 730**	**43 700**	**5 102 743**

D) Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 mai 2023	31 août 2022
	$	$
Trésorerie	**236 476**	177 299
Trésorerie avec restrictions d'utilisation[1]	**58 037**	127 851
Équivalents de trésorerie[2]	**70 344**	65 749
	364 857	370 899

(1) Liée aux subventions gouvernementales reçues d'avance, principalement pour les projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion.

(2) Se composent de dépôts à terme bancaires.

15. Instruments financiers

A) Gestion des risques financiers

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de 2022 de la Société.

Risque de crédit

La notation la plus faible des contreparties aux conventions liées aux instruments financiers dérivés au 31 mai 2023 est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »). Dans le contexte actuel des marchés financiers volatils, la direction continue de surveiller son exposition aux institutions financières, principalement sous la forme de dépôts, de dérivés et d'engagements liés à des facilités de crédit rotatif.

Risque de liquidité

Au 31 mai 2023, la Société avait utilisé 409,4 millions $ des 750 millions $ de la facilité de crédit à terme rotatif pour un solde disponible de 340,6 millions $. De plus, les filiales américaines bénéficient d'une facilité de crédit rotatif garantie de premier rang d'un montant de 204,0 millions $ (150 millions $ US), dont une tranche de 3,6 millions $ (2,6 millions $ US) était utilisée au 31 mai 2023, pour un solde disponible de 200,5 millions $ (147,4 millions $ US).

Risque de taux d'intérêt

Au 31 mai 2023, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 mai 2023.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé[1]	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie[2]	540 millions $ US	Taux SOFR à terme	2,01 % – 2,21 %	Janvier 2024 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 1
Flux de trésorerie	800 millions $ US	Taux SOFR à terme assorti d'un taux plancher de 39 points de base	1,17 % – 1,44 %	Octobre 2025 à juillet 2027	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 2

(1) Les couvertures ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR à des taux fixes, plus l'écart de crédit applicable.

(2) Deux tranches totalisant 230 millions $ US sont arrivées à échéance le 31 janvier 2023.

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 19,2 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2023.

En mai 2023, les dérivés de taux d'intérêt liés aux tranches 1 et 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang ont été remplacés par des dérivés de taux d'intérêt essentiellement semblables, faisant référence au SOFR. La Société a appliqué les mesures de simplification de la réforme des taux d'intérêt de référence, qui lui permettent de maintenir les relations de couverture.

B) Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	31 mai 2023		31 août 2022	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Billets, débentures et facilités de crédit	**5 036 730**	**4 913 119**	4 629 842	4 507 568

C) Gestion du capital

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour assurer le développement des entreprises au moyen d'acquisitions, d'occasions de croissance interne et d'innovations. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, du cadre réglementaire, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Au 31 mai 2023 et au 31 août 2022, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société. L'endettement net reflète la dette libellée en dollars américains convertie selon le taux de change en vigueur à la fin de la période, et le BAIIA ajusté et les charges financières reflètent le taux de change moyen pour la période de douze mois correspondante.

Aux dates présentées ou pour les périodes de douze mois closes à ces dates	**31 mai 2023**	31 août 2022
Composantes des ratios d'endettement et de couverture		
Endettement net	**4 835 682**	4 489 330
BAIIA ajusté	**1 416 840**	1 393 062
Charges financières	**233 769**	187 617
Ratios d'endettement et de couverture		
Endettement net / BAIIA ajusté	**3,4**	3,2
BAIIA ajusté / charges financières	**6,1**	7,4

L'endettement net, qui représente la dette après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie non soumis à restrictions disponibles, est une mesure utilisée par la direction pour évaluer le levier financier de la Société. Le rapprochement entre l'endettement net et la dette à long terme se présente comme suit :

	31 mai 2023	31 août 2022
Dette à long terme, y compris la tranche courante	**5 080 430**	4 673 469
Escomptes, coûts de transaction et autres	**39 759**	50 276
Dette à long terme avant escomptes, coûts de transaction et autres	**5 120 189**	4 723 745
Endettement bancaire	**22 313**	8 633
Trésorerie et équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie avec restrictions d'utilisation[1]	**(306 820)**	(243 048)
Endettement net	**4 835 682**	4 489 330

(1) Se reporter à la note 14 D).

16. Transactions entre parties liées

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco, qui détenait 35,3 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2023, représentant 84,5 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction et d'administration en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2023, les honoraires de gestion versés à Cogeco se sont chiffrés à 4,1 millions $ et à 14,9 millions $, respectivement, comparativement à 5,6 millions $ et à 16,7 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2022.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des périodes de neuf mois closes les 31 mai 2023 et 2022, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants, à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, dont la valeur a été refacturée à Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022
Options sur actions	**79 348**	78 700
Unités d'actions liées au rendement	**14 283**	11 775

Le tableau qui suit présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2023	2022	**2023**	2022
	$	$	**$**	$
Options sur actions	**282**	280	**878**	889
Unités d'actions liées au rendement	**242**	265	**622**	905
Unités d'actions différées	**—**	(22)	**(100)**	(101)
	524	523	**1 400**	1 693

17. Éventualités

Redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision éloignés

Le 22 juillet 2021, la Cour d'appel fédérale a rendu une décision en réponse à deux demandes de révision judiciaire déposées par six entreprises de distribution de radiodiffusion (les « EDR »), y compris la Société, et par neuf sociétés de gestion visant à contester la décision de la Commission du droit d'auteur établissant le montant des redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains en direct éloignés au Canada pour la période entre 2014 et 2018. La Cour d'appel fédérale a déterminé que les tarifs de 2014 et de 2015 constitueraient les tarifs finaux, mais elle a reconnu, conjointement avec les sociétés de gestion, que la Commission du droit d'auteur avait commis des erreurs dans la détermination des tarifs pour la période entre 2016 et 2018. La Cour d'appel fédérale a renvoyé l'affaire à la Commission du droit d'auteur, qui a lancé de nouvelles procédures pour déterminer les tarifs à compter de 2016.

Le 6 février 2023, la Commission du droit d'auteur a publié ses conclusions préliminaires dans le cadre du réexamen des tarifs pour la période entre 2016 et 2018, ce qui se traduirait par une augmentation par rapport aux tarifs établis dans sa décision initiale. Compte tenu de ces décisions préliminaires, un ajustement rétroactif de 5,1 millions $ a été comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2023. Après une évaluation plus approfondie, une charge additionnelle de 3,3 millions $ a été comptabilisée au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023. Ces deux ajustements rétroactifs ont été comptabilisés au poste Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais, et ils couvrent les frais rétroactifs estimés pour la période allant de 2016 à 2022. L'issue de cette procédure demeure inconnue, et les conclusions définitives de la Commission du droit d'auteur concernant les taux de redevance peuvent différer de ses décisions préliminaires.

Statistiques sur les unités de service primaire

	31 mai 2023	28 février 2023	30 novembre 2022	31 août 2022	31 mai 2022
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire[1]	**2 988 248**	2 943 588	2 960 566	3 006 805	3 043 426
Clients du service Internet[1]	**1 521 447**	1 470 381	1 467 533	1 480 038	1 486 856
Clients du service de vidéo	**936 872**	940 678	953 956	975 628	993 584
Clients du service de téléphonie	**529 929**	532 529	539 077	551 139	562 986
CANADA					
Foyers câblés[2][3]	**2 048 872**	2 033 475	2 018 146	1 998 418	1 990 209
Unités de service primaire[4]	**1 867 317**	1 808 448	1 807 079	1 818 158	1 828 876
Clients du service Internet[3]	**840 662**	782 862	775 063	772 600	769 348
Clients du service de vidéo	**639 920**	639 994	644 329	652 590	661 272
Clients du service de téléphonie	**386 735**	385 592	387 687	392 968	398 256
ÉTATS-UNIS					
Foyers câblés[2][5]	**1 728 165**	1 712 640	1 695 261	1 677 939	1 657 201
Unités de service primaire[1][5]	**1 120 931**	1 135 140	1 153 487	1 188 647	1 214 550
Clients du service Internet[1]	**680 785**	687 519	692 470	707 438	717 508
Clients du service de vidéo	**296 952**	300 684	309 627	323 038	332 312
Clients du service de téléphonie	**143 194**	146 937	151 390	158 171	164 730

(1) Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023, les données sur les clients du service Internet ont été ajustées à la suite d'un changement apporté au système de Breezeline. Ce changement a été appliqué aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

(2) Les foyers câblés représentent le nombre de foyers et d'entreprises pouvant être desservis et connectés au réseau de distribution à large bande de la Société dans la zone géographique où sont offerts les services de la Société.

(3) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, le pourcentage de foyers câblés a été ajusté à la baisse à la suite d'un examen exhaustif du calcul des foyers canadiens câblés. La modification a été appliquée aux chiffres comparatifs de façon rétrospective. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, la Société a également modifié sa définition des clients du service Internet afin de la rendre conforme aux pratiques du secteur. La définition précédente comprenait également les clients des services Internet de gros. Conformément à la nouvelle définition, les clients du service Internet comprennent uniquement les clients dont le service Internet est installé, exploité et facturé directement par la Société. La modification a été appliquée aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

(4) Le 3 mars 2023, 52 577 unités de service primaire (46 656 clients du service Internet, 3 716 clients du service de vidéo et 2 205 clients du service de téléphonie) ont été ajoutées relativement à l'acquisition d'oxio.

(5) Le 1er septembre 2021, 708 000 foyers câblés et 284 540 unités de service primaire (196 338 clients du service Internet, 54 598 clients du service de vidéo et 33 604 clients du service de téléphonie) ont été ajoutés relativement à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio. Le nombre de foyers câblés à la date d'acquisition a été ajusté à la hausse d'environ 19 000 à la suite de la migration des systèmes de gestion des clients et de facturation en Ohio à la fin de mai 2022. La modification a été appliquée aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.